

# INTRODUCTION AU GENRE

## LES DROITS HUMAINS FONDAMENTAUX

### LES VIOLENCES FAITES AUX FILLES

### ET LES MARIAGES PRECOCES



Lutter contre les mariages précoces par  
l'autonomisation des filles en Afrique de l'ouest



WILDAF-AO

WOMEN IN LAW AND DEVELOPMENT IN AFRICA-AFRIQUE DE L'OUEST

**TOME I**  
TOGO

**MANUEL DE FORMATION  
DES FILLES ET GARÇONS  
ACTEURS DE CHANGEMENT  
CONTRE LES MARIAGES PRECOCES**

## SOMMAIRE

1.	INTRODUCTION AU GENRE .....	4
	SECTION 1 : LE PRINCIPE DE L'EGALITE DU GENRE .....	7
	SECTION 2: DEFINITION DES CONCEPTS DE BASE DU GENRE .....	9
	SECTION 3 : PERCEPTION SOCIALE DES HOMMES ET DES FEMMES .....	13
2.	LES DROITS HUMAINS FONDAMENTAUX .....	20
	SECTION 1 : A LA DECOUVERTE DES DROITS DE L'HOMME .....	21
	SECTION 2 : LES SOURCES DES DROITS DE L'HOMME .....	23
	SECTION 3 : LES DIFFERENTES CATEGORIES DE DROITS DE L'HOMME .....	25
3.	LES VIOLENCES FAITES AUX FILLES ET LES MARIAGES PRECOCES .....	30
	SECTION 1 : DEFINITION DE LA VIOLENCE ET DES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE .....	35
	Section 2 : LE MARIAGE PRECOCE .....	36
	SECTION 2 : AMPLEUR DU MARIAGE PRECOCE AU TOGO .....	37
	SECTION 3 - LES CAUSES ET LES CONSEQUENCES DU MARIAGE PRECOCE .....	39
	SECTION 5 : LES ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET LE MARIAGE PRECOCE .....	48
	SECTION 6 - LES JEUNES DOIVENT S'ENGAGER DANS LA LUTTE CONTRE LE MARIAGE PRECOCE ....	51
	ANNEXES .....	54

# **1. INTRODUCTION AU GENRE**

## FICHE TECHNIQUE

### Les objectifs de la formation

- définir le concept genre ;
- présenter les incidences du genre dans les relations hommes et femmes, les stéréotypes et les normes sociales
- présenter quelques éléments d'analyse qui expliquent les rapports de pouvoir et les inégalités entre les hommes et les femmes
- 

### La méthodologie à suivre

A travers l'histoire d'une famille moyenne ordinaire, différentes situations vont être décrites pour présenter le concept genre, les divers stéréotypes, les inégalités sociales et les différents rapports de pouvoir qui existent entre les hommes et les femmes au sein des communautés

Activités	Objectif	Durée	Démarche
Présentation de la grande famille LEMOU et alliés	Faire connaissance avec les membres de la famille LEMOU	20 mn	Fiches de présentation de membres de la grande famille LEMOU  Papier cartonné préparé au nom des membres de la famille LEMOU  Adhésif  Tableau/mur pour coller les éléments  Le formateur remet chaque fiche à des volontaires pour lecture à tour de rôle.  Après la lecture d'une fiche, il appose sur le mur ou le tableau le papier cartonné correspondant. Les cartons devront être disposés de manière à respecter
Distinction entre le sexe et le genre	Relever les caractéristiques du	20 mn	Lot de cartons roses et bleus avec du ruban adhésif

	sexe et du genre		<p>Le formateur demande à l'assistance de distinguer les hommes des femmes</p> <p>Ensuite il ouvre le débat sur ce qui distingue ces hommes de ces femmes.</p> <p>Sur la base des caractéristiques énoncées il va demander aux participants si elles se retrouvent dans les hommes et les femmes du Togo, du Bénin, du Mali, d'Afrique, et du monde entier</p>
Définition des concepts du genre	Faire la distinction entre le sexe et le genre	1h30 mn	Exercice 2-7 Exercice 3
Perception sociale des hommes et des femmes	Démontrer comment nos perceptions sont altérées et comment elles nuisent autant aux femmes qu'aux hommes	60 mn	Exercices 8, 9 et 10
Que faire ?	Susciter des actions efficaces pour faire face aux discriminations	60 mn	Exercice 12

## **SECTION 1 : LE PRINCIPE DE L'EGALITE DU GENRE**

On parle de plus en plus du genre. A première vue ce terme, ne nous est pas inconnu. La plupart des jeunes connaissent bien le genre masculin et le genre féminin. Mais qu'est ce qu'une notion aussi simple a à avoir avec d'autres notions comme le développement, les rapports entre les hommes et les femmes, la politique, les droits de l'homme etc ?

Il va falloir comprendre cette notion et voir à quoi elle peut servir.

Pour cela, nous allons découvrir une famille assez large du nom de LEMOU. C'est avec elle que nous allons analyser des situations de la vie courante, qui sont des situations que nous vivons souvent ou qui nous sont familières. On peut les retrouver dans notre voisinage ou dans notre propre famille ou dans ce que nous rapportent nos ami(e)s ou nos connaissances. Pour commencer nous allons découvrir les membres de cette grande famille.

Pour nous retrouver aisément nous allons avoir comme personnages centraux Monsieur et Mesdames LEMOU

- Monsieur LEMOU Koffi est un homme de 45 ans. Il travaille comme cuisinier dans un hôtel de la capitale. Il a fait la terminale et finalement a voyagé en Côte d'Ivoire pour aller se former à la cuisine européenne et africaine. Il est revenu à Lomé il y a de cela 16 ans et a trouvé du travail dans un hôtel. Il est marié à deux femmes Mariam et Tessia
- Madame LEMOU Mariam est une femme de 34 ans. Elle est revendeuse de produits maraichers au marché du quartier. Elle a deux enfants Nathatlie et Fofo. C'est la première femme de monsieur LEMOU Koffi.
- Madame LEMOU Tessia est une femme de 28 ans. Elle est secrétaire guichetière dans une société de transport. Elle a eu le BEPC. Elle est mère d'un petit garçon nommé Denis.
- Habib est le frère de Madame LEMOU Tessia. Il a 15 ans C'est un jeune garçon qui est actuellement inscrit à une formation de mécanique dans le quartier
- Na Nalou est la mère de Monsieur LEMOU. Elle a 64 ans. Elle vit dans la maison de Monsieur LEMOU.
- Madame LEMOU Adjoa est la sœur de M. LEMOU Koffi. Elle vit dans la maison de son frère. Elle a 47 ans. Elle vend des fruits de saison au bord de la maison.

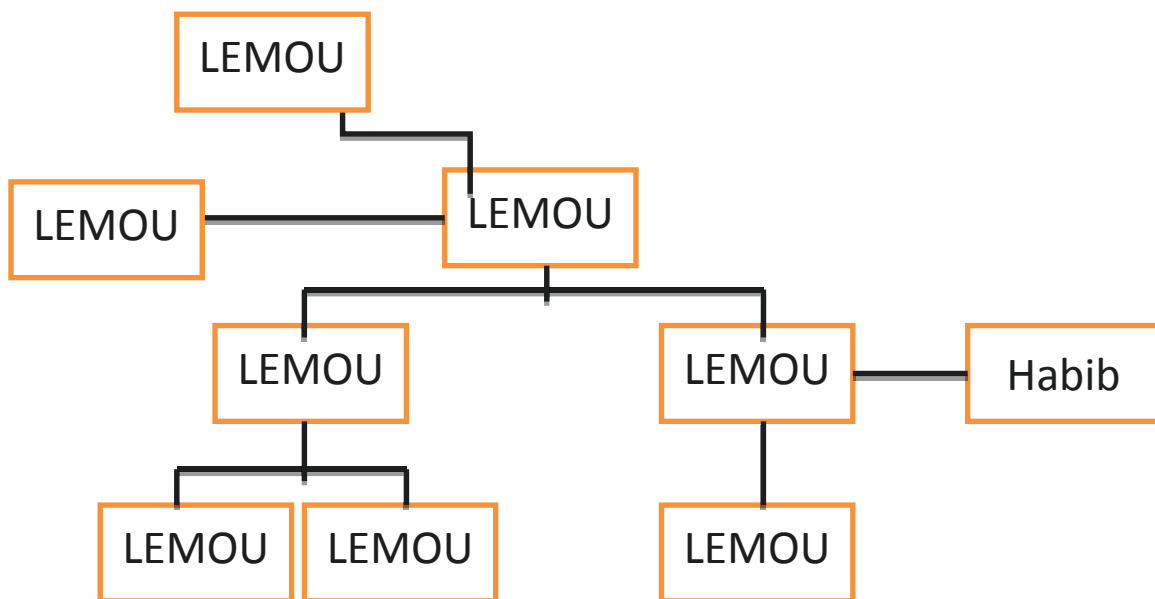
Voici une famille composée de membres de différentes générations qui vivent dans la même maison.

Avec eux nous allons découvrir la notion du genre et du sexe et comprendre pourquoi ces notions sont essentielles pour comprendre certains aspects de la vie et pourquoi les hommes et les femmes vivent certaines situations qui compliquent leurs existences ou qui rendent plus difficiles leur évolution et leur progression. Or lorsque les gens rencontrent des contraintes sans chercher à en comprendre les causes ou à en évaluer les conséquences, ils

ont vivent indéfiniment les mêmes problèmes et obtiennent les mêmes résultats négatifs la plupart du temps.

#### Exercice 1

*Le formateur va demander à un participant volontaire de disposer au tableau les membres de la famille LEMOU. Il lui remettra le lot de neuf fiches portant le nom des membres de la famille. Au fur et à mesure qu'il lit les fiches descriptives, le volontaire devra les disposer d'une manière cohérente. Le formateur pourra l'aider dans cette disposition. Il lui remettra également de la pâte à fixe ou du scotch enroulé en boule pour soutenir les fiches sur le tableau.*



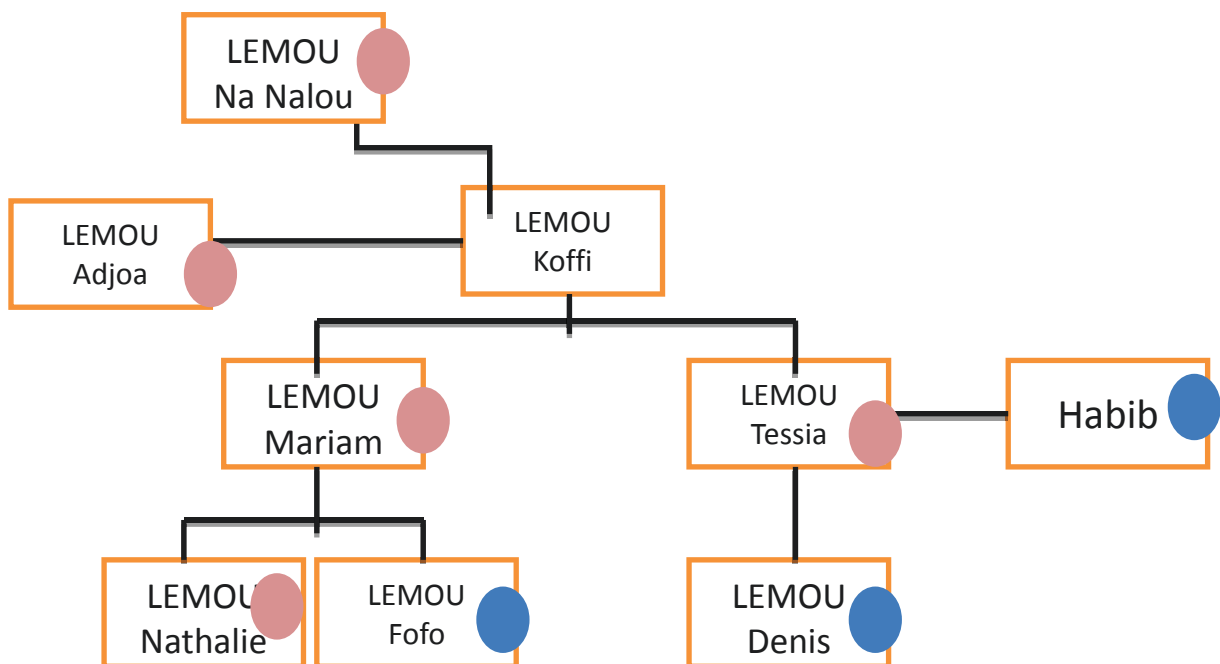
**Le ménage de Monsieur LEMOU**



## SECTION 2: DEFINITION DES CONCEPTS DE BASE DU GENRE

### Exercice 2

*Le formateur va désigner deux volontaires : l'un pour identifier les femmes et l'autre les hommes vivant dans ce ménage. L'identification des femmes se fera avec la couleur rose et celle des hommes avec la couleur bleu.*



### Les femmes et les hommes

### Exercice 3

Une fois cette identification réalisée, le formateur devra demander aux participants, ce qui différencie les femmes des hommes. Chaque réponse sera écrite sur un tableau. Il pourra en prendre une dizaine.

Le formateur devra passer en revue les propositions qui ont été faites et souligner celles qui relèvent véritablement des données biologiques et anatomiques. Ceci va lui permettre d'expliquer la notion du sexe. Ce qui va lui permettre d'expliquer la notion de sexe.

### Le sexe

Le sexe est une donnée biologique et anatomique qui différencie l'homme et la femme à travers certaines caractéristiques qui leur sont propres et fixes. Il fait référence aux différences biologiques entre les femmes et les hommes. Ces différences sont universelles et sont obtenues à la naissance. Il convient de l'utiliser à chaque fois que l'on fait référence aux

femmes et aux hommes en considérant leur appartenance à différentes catégories physiques.

Le sexe est un caractère inné défini à la naissance. Il est invariable, interchangeable et universelle. Il confère une nature définitive généralement immuable au cours du temps.

#### Exercice 4

Après l'explication du sexe, le formateur va revenir les propositions qu'il n'avait pas soulignées. Normalement ces propositions ne doivent pas relever des caractéristiques biologiques ou anatomiques. Il devra donc relever que ces propositions relèvent plus des convenances sociales, des dogmes religieux, des croyances. Ce qui va lui permettre d'expliquer la notion de genre. Il pourra commencer avec le fait qu'il n'y en soit aucune raison qui impose qu'on utilise la couleur rose pour les femmes et le bleu pour les hommes. On aurait pu faire l'inverse. Ce sont juste des convenances sociales, qui ne sont pas universelles. A la suite de ces explications, il va présenter les différences qui existent entre les deux notions.

#### Le genre

Le genre se réfère aux caractéristiques socialement constituées que la société assigne à l'homme et à la femme. C'est un concept qui se réfère aux rapports sociaux fondés sur le sexe. L'identité de genre est apprise à travers le processus de socialisation et la culture de notre société. C'est un construit social. Il fait référence aux différences entre l'homme et la femme au sein de la société, différences acquises, susceptibles de se modifier avec le temps et qui présentent de grandes variations tant au sein d'une même culture que d'une société à l'autre. Le genre renvoie à la société et à la culture. Il permet d'analyser les rôles, les responsabilités, les contraintes, les chances et les besoins des hommes et des femmes dans n'importe quel contexte.

**Différence entre Sexe et genre** **Le genre et le sexe sont deux concepts différents.** Le sexe se réfère à des caractéristiques biologiques qui sont déterminées dès la naissance par la nature. Le genre décrit les caractéristiques socialement constituées que la société assigne aux femmes et aux hommes. Les caractéristiques se référant aux genres peuvent changer dans le temps et varient largement selon les cultures. Un individu naît « mâle » ou « femelle »

Ce qui se rapporte au sexe donne lieu à des rôles biologiques :

Les hommes

- Fécondent les femmes
- Ejaculent
- Déterminent le sexe de l'enfant

Tandis que les femmes

- Ont des menstrues (les règles)
- Tombent enceinte
- Donnent naissance aux enfants
- Allaitent

Par contre les rôles sociaux sont définis par la société qui opère une division du travail basée sur le sexe. Ce qui n'est pas juste et ne profite ni aux hommes, ni aux femmes, ni aux communautés.

Les hommes par exemple doivent :

- Protéger
- Pourvoir aux besoins du ménage
- Faire a politique ou prendre les responsabilités publiques

Les femmes doivent :

- Prendre soin des enfants
- Faire des travaux domestiques
- Cuisiner

Les rôles sociaux des hommes sont le plus souvent plus valorisants et mieux rémunérés. Ces rôles les place en position de contrôle des ressources et d'autorité.

Les rôles sociaux des femmes sont le plus souvent des rôles de reproduction qui permettent de perpétuer la famille. Ils ne sont pas valorisés.

De même dans le cadre de la vie professionnelle, les mêmes déséquilibres vont apparaitre ainsi que dans les lieux de prise de décision

#### Exercice 5

Le formateur prend deux volontaires, une fille et un garçon pour lire le tableau ci-dessous. Pour chaque ligne présentée, il demandera des exemples et vérifiera que les participant(e)s ont bien compris les différences.

SEXE	GENRE
<b>Concept biologique</b>	<b>Concept sociologique</b>
Caractéristiques biologiques	Caractéristiques et interactions des rôles et responsabilités attribués aux femmes et aux hommes
<b>Sexe biologique</b>	<b>Sexe social</b>
Caractère inné, défini à la naissance, invariables	Caractères acquis, indiqué socialement, variables d'une société à l'autre selon l'âge, la classe, la religion, l'ethnie, l'économie etc.
Naturel	Non naturel
Portée universelle	Portée spécifique, fixé par la société et apprises par les individus, la société attribue des valeurs et des comportements aux personnes selon leur sexe biologique

<p>Nature définitive</p> <p>Généralement immuable au cours du temps, différences qui ne peuvent pas être modifiées par des actions de développement</p>	<p>Nature dynamique et évolutive</p> <p>Soumis aux dynamiques sociales évolutions économiques, modifications politiques, changements environnementaux, etc. Différences qui peuvent être modifiées par la volonté des hommes et des femmes et par l'éducation.</p>
Illustrations	
<p>Sauf cas exceptionnel, la femme possède une paire de chromosomes sexuels XX et l'homme une paire de chromosomes XY</p>	<p>Femmes et hommes peuvent diriger un gouvernement, piloter un avion, s'occuper des personnes âgées, être garde du corps, etc.</p> <p>Les obstacles ne sont ni physiques, ni biologiques. Ils sont le produit de la société.</p>

FAO, 2011

#### Exercice 6

Le formateur va demander aux participant(e)s à quoi peuvent servir ces réflexions sur le genre. Est-ce vraiment utile se questionner sur les rôles sociaux ? Est-ce que ces réflexions et analyses peuvent aider à changer quelque chose ? Si oui quoi, sinon pourquoi ? Il ouvrira un débat sur ces questions.

#### Exercice 7

Le formateur va composer quatre groupes de travail pour effectuer les exercices suivants :

Groupe 1 : Dans la famille LEMOU, qui est la personne qui doit avoir le plus d'autorité et pourquoi ? Est-ce la même chose dans vos familles ?

Groupe 2 : Quelles sont les qualités dont les deux épouses de LEMOU Koffi doivent faire preuve pour être exemplaires ? Pourquoi ?

Groupe 3 : Quelles sont les qualités dont LEMOU Koffi doit faire preuve pour assumer efficacement son rôle de chef de famille ? Pourquoi ?

Groupe 4 : Entre les enfants LEMOU Nathalie (fille grande sœur) et Fofo (petit frère) qui doit le plus aider sa maman aux tâches domestiques et pourquoi ? Comment cela se passe dans vos maisons.

A l'issue des travaux de groupe, le formateur demande aux rapporteurs de faire leur restitution en plénière et soumet leurs réponses à toute l'assemblée. Les éléments obtenus vont lui permettre d'animer un débat sur le sexe social et la nécessité de considérer que les comportements, croyances et convictions sont largement influencés par la socialisation.

L'approche genre permet de surmonter les limites et les obstacles qui ont été imposés par la société à travers certaines de ses normes et empêchent le plein épanouissement des femmes et des hommes. Par conséquent cette approche cherche à réduire les effets des contraintes qui freinent le développement de l'humanité en renforçant les capacités des uns et des autres. Le genre permet :

- mettre fin aux stéréotypes, préjugés et discriminations fondés sur le sexe qui empêchent l'égalité entre les hommes et les femmes
- revoir comment les femmes et les hommes doivent mieux assumer leurs rôles sociaux avec plus d'équité et d'égalité
- reconnaître les droits des femmes et des hommes d'accéder aux opportunités et au contrôle des ressources en toute égalité ;
- favoriser un exercice égale du pouvoir par les femmes et par les hommes et la valorisation des contributions de chacun au développement
- soutenir un développement durable par la création d'une société plus juste et plus égalitaire entre les femmes et les hommes
- réduire les différences qui existent entre les femmes et les hommes dans l'accès aux ressources et aux opportunités

Ces réflexions et analyses vont donc aider à créer des relations de genre c'est-à-dire des relations qui vont permettre que les hommes n'aient pas plus de droits et d'autorité que les femmes juste parce qu'ils sont des hommes et réciproquement tout simplement parce que la société en a décidé ainsi. Le genre va permettre de contribuer à la création des rapports plus égalitaires entre femmes et hommes et des communautés plus justes et plus développées.

### **SECTION 3 : PERCEPTION SOCIALE DES HOMMES ET DES FEMMES**

#### **Exercice 8**

**Le formateur va constituer des groupes de travail. Chaque groupe va travailler sur l'un des trois sujets suivants :**

- **Citez les principales qualités et défauts que l'on reconnaît aux femmes et aux hommes.**
- **Dans vos traditions et coutumes qu'est-ce que les femmes ou les hommes ne sont pas autorisés à faire ?**
- **Quels sont les avantages que le plus souvent seuls les hommes ou les femmes peuvent avoir dans vos communautés ?**

**Après le temps imparti, le rapporteur de chaque groupe de travail présentera les réponses de son groupe.**

**Ce qui va permettre au formateur de présenter les éléments sur les préjugés, les stéréotypes et les discriminations qui représentent des biais dans la perception des femmes et des hommes dans les sociétés et qui conditionnent la manière dont nous acceptons certaines situations.**

### **Les « fausses vérités » liées au genre**

La religion, l'éducation formelle, l'éducation informelle, les traditions se chargent de nous fixer des règles et de nous indiquer comment les individus doivent se comporter. Même si ces instructions changent avec le temps et en fonction de l'endroit où on se trouve, ce sont elles qui forgent notre perception des hommes et des femmes et de leurs relations.

Elles vont introduire des biais dans notre perception d'une manière si forte que certaines représentations vont nous sembler immuables, véridiques, indiscutables, intouchables. Elles sont si puissantes qu'elles vont donner lieu à des violations, des discriminations, des injustices qui peuvent passer inaperçues ou que nous n'aurons aucun mal à justifier, à expliquer ou à défendre. Le plus souvent elles passent par le canal des stéréotypes, des préjugés et des discriminations fondées sur le sexe.

### **Les stéréotypes**

Les stéréotypes sont des idées positives ou négatives préconçues sur un sujet. Ils aboutissent à des généralisations. Ces stéréotypes passent le plus souvent pour les vérités immuables ou des principes gravés dans du marbre. Alors qu'ils ne s'appuient sur aucune preuve réelle. Ce sont juste des affirmations gratuites, sans fondement. Malheureusement les stéréotypes affectent énormément les rapports entre les hommes et les femmes et définissent les rôles qu'on attend de chacun d'eux. On peut les retrouver à travers les chansons, les comportements, les médias, la littérature, les proverbes, Ils sont souvent véhiculés subtilement ou non par des proverbes, des adages, expressions perçus comme l'expression de la sagesse populaire et comme des vérités premières, des principes éternels et immuables. Mais, ils sont souvent sans fondement rationnel.

#### **Exercice 9**

Le formateur va demander aux participants de citer quelques stéréotypes qu'ils connaissent. Il peut les y aider s'ils ont du mal. Par exemple en leur disant que dit-on des gens de telle ou telle localité ou ethnie du pays ?

### **Les préjugés**

Les préjugés se définissent, selon le dictionnaire Larousse, comme des jugements sur quelque chose ou sur quelqu'un qui est formés à l'avance selon certains critères personnels et qui orientent en bien ou en mal les dispositions d'esprit à l'égard de cette chose ou de cette personne.

#### **Exercice 10**

Le formateur va reprendre l'élément sur la famille LEMOU et va demander aux participants d'imaginer les qualités et défauts que l'on retrouve souvent chez les hommes et chez les femmes. Ce qui va lui permettre de dresser deux listes de préjugés, l'une sur les hommes et l'autre sur les femmes.

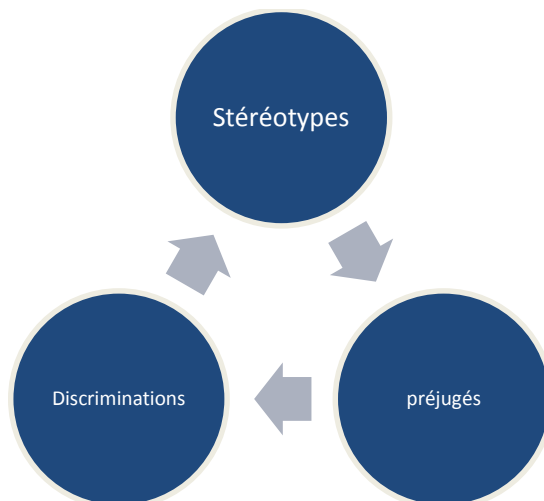
## Les discriminations

Une discrimination c'est lorsqu'une personne est traitée de manière moins favorable qu'une autre personne, dans une situation comparable et que cela ne se justifie pas. Ce traitement différencié se fonde sur des critères inacceptables comme le sexe, l'âge, les convictions religieuses ou idéologiques, l'appartenance ethnique ou politique, la classe sociale etc.

### Exercice 11

Le formateur va prendre la famille LEMOU en particulier Monsieur LEMOU et ses deux femmes et demander quelles sont les discriminations auxquelles ils sont le plus souvent exposés. Ce qui permettra de démontrer que les femmes subissent plus de discriminations que les hommes.

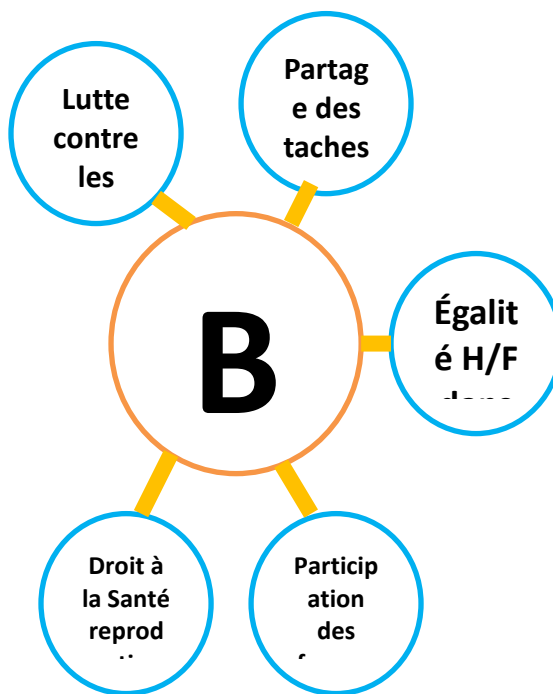
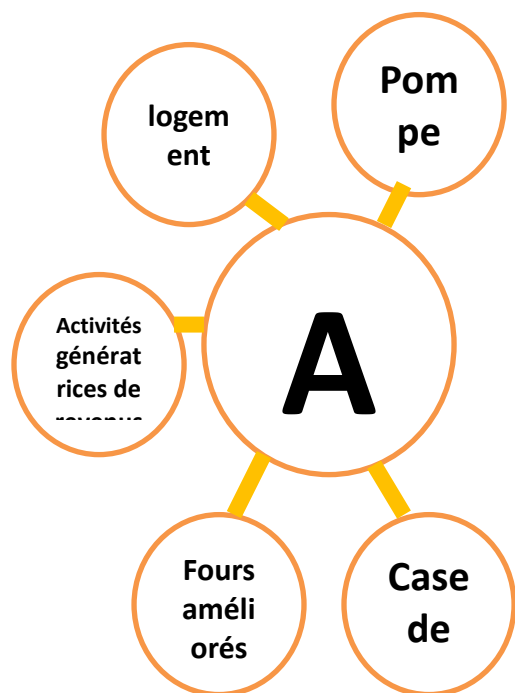
Ces trois notions sont liées. Les stéréotypes conduisent à des préjugés qui génèrent des discriminations, qui elles-mêmes renforcent les stéréotypes. La plupart du temps ce sont les personnes les plus vulnérables qui subissent ces discriminations en l'occurrence, les femmes, les jeunes et les enfants



## SECTION 4 : QUE FAIRE POUR CHANGER CETTE SITUATION POUR LES FEMMES ET LES FILLES ?

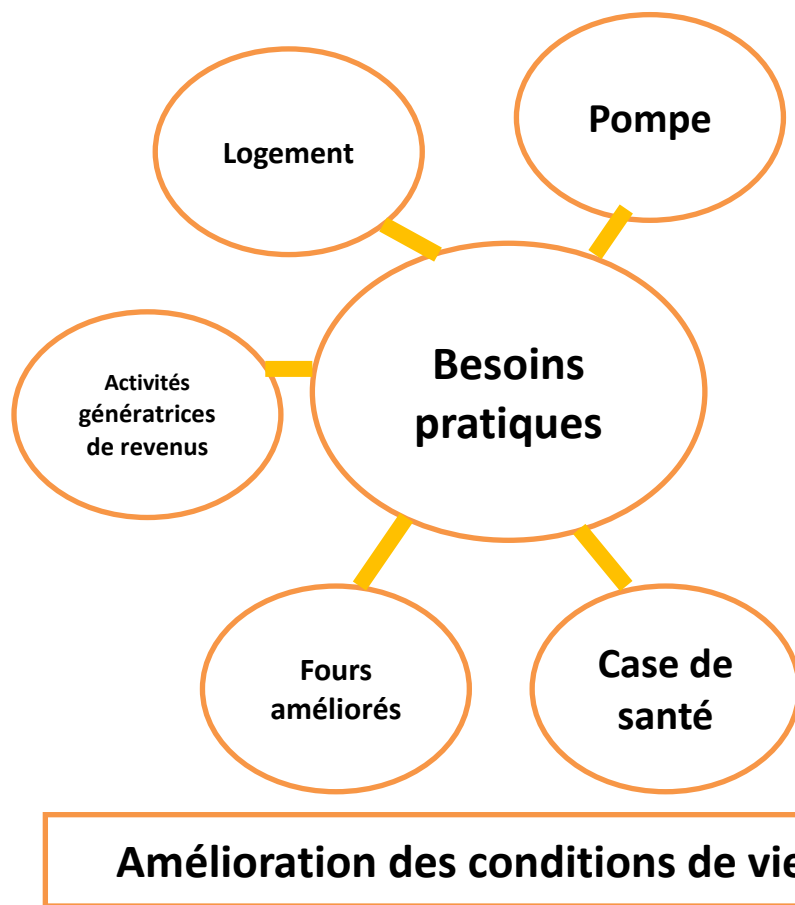
### Exercice 12

Le formateur demande aux groupes constitués d'identifier sur le tableau ci-dessous le groupe d'actions qui changent en profondeur le statut social de la femme et celui qui permet d'améliorer l'exécution de ses tâches en tant que femme. Il sera demandé à chaque groupe de justifier sa réponse.





## A. Les besoins pratiques



Le groupe d'actions A est composé d'initiatives qui permettent aux femmes de réduire la charge des responsabilités qui pèsent sur elles. Avec un four amélioré, elle peut réduire la corvée de recherche de fagots de bois, cuisiner plus rapidement, ne pas avoir à sortir tard quand elle n'a pas de quoi chauffer de l'eau etc..

De même la proximité de la case de santé lui permet de ne pas aller trop loin pour aller faire ses visites prénatales, faire soigner les enfants, assister son mari, ses parents ou les membres de sa belle famille etc.

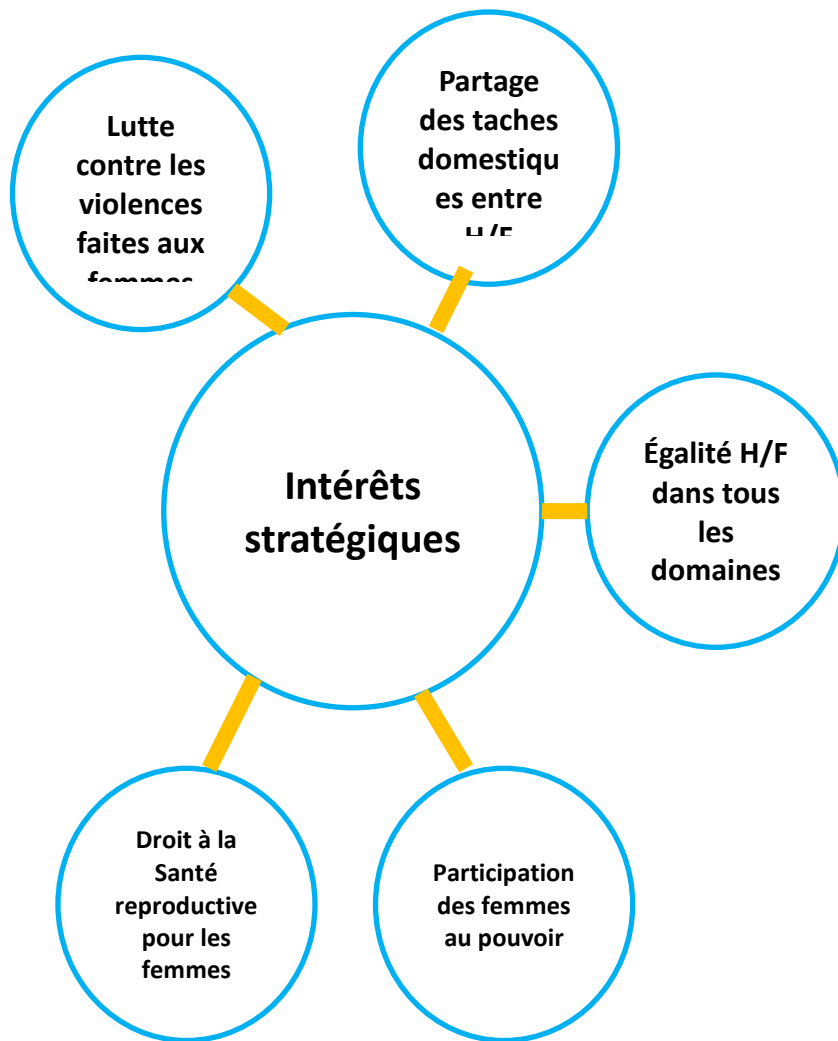
L'amélioration de son habitat lui permet de ne pas veiller la nuit pour protéger sa famille des écoulements d'eau du toit de case, de mieux protéger les aliments contre les ruminants etc.

Grâce à ces améliorations dans sa vie, le travail qui est attendu d'elle diminue et elle peut avoir plus de temps pour se reposer et même s'adonner à d'autres activités personnelles et à des loisirs. Cependant ce genre d'actions en faveur des femmes ne change pas fondamentalement sa position d'être inférieure par rapport aux hommes.

C'est pour cela qu'il y a lieu d'envisager une autre série d'actions qui peuvent et doivent améliorer son statut social et la rendre l'égale de l'homme en droits.

Ce genre d'actions a pour but de répondre aux intérêts stratégiques des femmes.

### **Les intérêts stratégiques**



## **Amélioration du statut social des femmes et des filles**

Les actions qui ont pour but d'atteindre les intérêts stratégiques des femmes sont essentielles pour mettre fin aux discriminations, aux préjugés, et aux stéréotypes dont elles souffrent. Ce sont les actions qui figurent dans le groupe B.

Par exemple, si des lois sont adoptées et des mesures concrètes prises pour faire face aux violences faites aux femmes, cela aura des conséquences sur leur mieux-être, l'expression de leurs potentialités, de leur contribution à la vie économique et sociale du pays. Elles seront respectées et auront moins de complexe à participer à la vie publique et politique.

Si les femmes et les filles disposent de droits effectifs en matière de santé de la reproduction, elles contrôleront mieux leur corps et leur vie sexuelle ainsi que leur plan de carrière propre à elles-mêmes et non au bon vouloir d'un conjoint, de beaux-parents, ou de leurs propres parents. Elles auront une espérance de vie plus longue et une meilleure qualité de vie, car elles auront une sexualité responsable et assumée.

Si les femmes participent plus à la prise de décisions dans toutes les instances, elles apporteront leurs contributions et participeront mieux au développement du pays et à l'amélioration des conditions de vie des femmes, des filles et de tous. Etc.

Si les femmes ont effectivement les mêmes droits que les hommes les sociétés seront plus justes et plus développées.

Il faut noter toutefois que certaines actions qui relèvent des besoins pratiques peuvent sur le long terme favoriser l'atteinte des intérêts stratégiques. Prenons par exemple l'appareil électroménager FUFUMIX. Son utilisation permettra aux femmes et aux filles de disposer plus de temps pour s'impliquer dans des activités publiques par exemple.

De même une garderie libérera la femme et la fille pour suivre elles mêmes pour suivre des cours d'alphabétisation pour l'une et l'école ou une formation pour l'autre.

Les rapports entre hommes et femmes proviennent de normes sociales. Ils peuvent évoluer et s'améliorer. Comme nous l'avons vu, une telle amélioration ne peut que bénéficier à toutes et à tous. Il est essentiel d'admettre qu'hommes et femmes ont les mêmes droits et que tout doit être fait pour qu'ils et elles en jouissent effectivement.

## **2.LES DROITS HUMAINS FONDAMENTAUX**

## FICHE TECHNIQUE

### Les objectifs de la formation

- présenter les différentes catégories de droits de l'homme
- présenter des cas de violation des droits de l'homme
- présenter le cadre juridique national, régional et international relatif aux droits de l'homme et aux droits de la femme et de la fille

### La méthodologie à suivre

A travers des échanges en groupe autour des textes juridiques internationaux et des textes nationaux, le formateur fera découvrir aux participants les différents droits et leurs différentes catégories et comment les identifier au quotidien.

Séquence	Objectif	Durée	Support
Découverte des droits de l'Homme	Comprendre le sens réel des droits de l'Homme,	2h00	Exercice 1
Les sources des droits de l'Homme	Comprendre sur quoi reposent les droits de l'Homme	1h00	Exercice 2
Les différentes catégories de droits de l'Homme	Présenter les trois catégories de droits de l'Homme	1h00	Exercice 3

## SECTION 1 : A LA DECOUVERTE DES DROITS DE L'HOMME

Les droits de l'Homme ou droits de l'homme ou encore droits de la personne, droits de la personne humaine ou droits humains désignent une même et unique réalité, il s'agit des garanties juridiques qui protègent des personnes et des groupes sans discrimination face à l'action ou à l'inaction de l'État et d'autres acteurs dans les libertés fondamentales et la dignité humaine. Ce sont des droits sans lesquels nous ne saurions vivre en tant qu'humains. Ils engagent légalement les Etats et s'imposent à eux, à leurs agents ainsi qu'aux responsables de l'application des lois

### Exercice 13

le formateur va composer quatre groupes et leur soumettre un exercice sur les droits de l'Homme dont voici le libellé :

- Un Togolais a brûlé récemment mortellement son épouse en Allemagne. Y-a-t-il eu violation des droits de l'homme, si oui lesquels ?
- Une jeune fille a subi une interruption de grossesse et perd de manière irrémédiable ses facultés de conception. Y-a-t-il eu violation des droits de l'homme, si oui lesquels ?
- Un voleur est tué par les jeunes du quartier après une tentative de vol de moto. Y-a-t-il eu violation des droits de l'homme, si oui lesquels ?
- Un enseignant d'une école confessionnelle ouvre la correspondance d'un élève pour vérifier la nature de ses relations avec l'expéditeur du courrier (un adulte qui rôde autour du collège). Y-a-t-il eu violation des droits de l'homme, si oui lesquels ?

Après la restitution des travaux par les rapporteurs des groupes, le formateur indiquera qu'aucun des cas traités ne relève de la violation des droits de l'Homme. Ce qui va lui permettre d'aborder les fondamentaux des droits de l'Homme.

### Les fondamentaux des droits de l'Homme

Les droits de l'Homme doivent être distingués des infractions. Les infractions sont des actions ou des omissions strictement définies par la loi pénale et sanctionnées de certaines peines fixées par celle-ci.

Les droits de l'Homme se réfèrent aux prérogatives universelles que possède tout individu parce qu'il appartient à la race humaine. Ces prérogatives sont assurées et protégées par l'Etat.

Très souvent l'amalgame est fait entre une violation des droits de l'Homme et des infractions qui relèvent du droit pénal. Dans le langage courant tout droit est confondu aux droits de l'homme.

La réalisation d'un droit de l'homme incombe à Etat. Sa violation impose donc que l'Etat à travers son action ou son inaction n'a pas fait ce qu'il devait faire pour assurer la réalisation du droit reconnu à un individu ou un groupe d'individu. Ainsi, on doit toujours se demander si l'Etat par le biais de ses agents ou représentants a failli à ses obligations qui sont de trois ordres :

- 1. Obligation de respecter
  - L'Etat est tenu de respecter signifie qu'il doit s'abstenir d'intervenir. Cette obligation interdit par exemple aux acteurs étatiques de poser des actes susceptibles d'entraver l'exercice d'un certain nombre de droits.
- 2. Obligation de protéger

- L'Etat a l'obligation de protéger les individus d'abus que pourraient commettre des acteurs non étatiques, à travers notamment le code pénal qui incrimine et sanctionne les actes qui portent atteinte aux droits.

- 3. Obligation de réaliser

- La responsabilité de l'Etat est de prendre des mesures pouvant faciliter la jouissance des droits par le canal des actes de sensibilisation, d'information et de formation

Ainsi par exemple lorsqu'un homme frappe sa femme, c'est une infraction punie par le code pénal. Mais lorsque celle-ci se rend dans un poste de police pour aller chercher de l'aide et que l'agent de police lui dit qu'il ne règle pas ce genre de problème, c'est une violation des droits de l'Homme. L'Etat par le biais de son agent n'a pas protégé cette femme.

Le deuxième point est que les droits de l'Homme sont caractérisés par des principes :

**Universalité et inaliénabilité** : les Etats ont le devoir de promouvoir tous les droits de l'Homme quel que soit le système politique, économique et culturel. Ces normes fondamentales ne doivent pas connaître de frontière ou de barrière. Elles s'appliquent à toute l'humanité.

**Interdépendance et indivisibilité** : tous les droits de l'Homme sont indivisibles. Qu'il s'agisse des droits civils et politiques, des droits sociaux, économiques et culturels ou des droits collectifs.

**Égalité et non discrimination** : les droits de l'Homme s'appliquent à toute personne sans discrimination fondée sur le sexe, la race, la couleur. Car tous les êtres humains sont égaux.

#### Exercice 14

Le formateur va demander aux participants s'ils connaissent des textes de lois qui consacrent les droits de l'Homme. A la suite de leurs interventions, il va présenter les sources des droits de l'Homme au niveau international, africain et au plan national.

## SECTION 2 : LES SOURCES DES DROITS DE L'HOMME

Il convient de connaître les principaux documents juridiques qui consacrent les droits de l'Homme dans le monde, en Afrique et au Togo.

**Sur le plan international**, on remarque qu'après la deuxième guerre mondiale (1939-1945) il y a un effort de paix qui va conduire à l'adoption de plusieurs textes reconnaissant les droits de l'Homme.

1945 Charte des Nations Unies

1948 Déclaration universelle des droits de l'Homme

1965 Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

1966 Pacte international relatif aux droits civils et politiques

1966 Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et son protocole

1979 Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes et son protocole

1989 Convention relative aux droits de l'enfant et ses protocoles

1984 Convention contre la torture et autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants et son protocole

1990 Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

2006 Convention contre les disparitions forcées

2006 Convention relative aux droits des personnes handicapées

**Au niveau de l'Afrique on peut citer les sources suivantes :**

1981 Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) ainsi que la protection et la promotion des droits de l'homme et des peuples sur le continent africain

2003 Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) ainsi que la protection et la promotion des droits de l'homme et des peuples sur le continent africain relatif aux droits des femmes

1999 Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE).

2009 Charte africaine de la Jeunesse

**Au niveau du Togo, on peut citer les sources suivantes :**

La Constitution de la République

Le Code des personnes et de la famille

Le Code pénal

Code du travail



## **SECTION 3 : LES DIFFERENTES CATEGORIES DE DROITS DE L'HOMME**

### **Exercice 15**

Le formateur va expliquer aux participant(e)s qu'il existe trois catégories de droits. Il va tracer au tableau trois colonnes. En haut de la première colonne il va inscrire les droits civils et politiques, dans la deuxième colonne : les droits sociaux, économiques et culturels et dans la troisième colonne il va mettre les droits collectifs.

Il présentera des fiches portant les libellés des droits et demandera aux participants de définir les droits et d'indiquer la colonne dans laquelle on devra les placer. Tous les droits qui seront présentés devront être classés dans les colonnes.

**Droits de première génération : les droits civils et politiques** (et les articles de la Constitution correspondant)

- le droit à la vie ; (Art. 13)
- le droit à la dignité et à la sécurité de la personne (Art. 11, 13, 14, 16, 28, 48, 49, 52, 54, 75, 76, 77, 148, 149, 157)
- le droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion et d'expression (Art. 25) ;
- le droit de n'être ni torturé arrêté arbitrairement ou exilé (Art. 21) ;
- le droit à la liberté de réunion et d'association ;
- le droit à l'égalité devant la justice (Art. 2) ;
- le droit de vote et le droit d'accès aux responsabilités publiques (Art. 56) ;
- le droit à la propriété privée (Art. 27, 84) ;
- le droit à une nationalité (Art. 32, 62, 84).

**Droits de deuxième génération : les droits sociaux, économiques et culturels**

- le droit au bien-être ;
- le droit au travail et aux conditions d'emploi justes (Art. 37, 39, 84) ;
- le droit à l'éducation (Art. 8, 31, 35) ;
- le droit à la santé physique et mentale (Art. 14, 16, 34, 84) ;
- le droit à la syndicalisation et le droit de grève (Art. 39) ;
- le droit à l'alimentation, aux vêtements, à l'habitation ;
- le droit à la culture (Art. 12) ;

- le droit au repos et aux loisirs (Art. ).

### **Droits de troisième génération : droits collectifs :**

- le droit à la paix (Art. 48) ;
- le droit à la libre détermination des peuples ;
- le droit des minorités ;
- le droit au développement (Art. 12)
- le droit à un environnement sain et à l'utilisation de ses ressources naturelles (Art. 41, 84);
- le droit à un régime démocratique représentant l'ensemble des citoyens et des citoyennes, sans distinction de race, de sexe, de croyances et de couleur (Art. 8).

## **Contenu**

### **- Les droits civils**

- Droit à la vie,

Le droit à la vie est souvent appelé le droit de tous les autres droits. Car sans ce droit, les autres droits ne pourraient pas exister. C'est le droit d'avoir sa vie protégée dès la naissance et le droit de pouvoir survivre et se développer convenablement. C'est aussi le droit de ne pas être tué. Il s'agit de la protection de tout être humain contre les atteintes à l'intégrité corporelle de la part d'une autre personne. C'est donc l'ensemble des mesures que prend l'Etat pour protéger la vie d'un individu dès sa naissance et tout au long de son existence. Les Etats doivent donc veiller à assurer la survie et le plein épanouissement des enfants. Il est donc nécessaire qu'ils accèdent à des soins de santé appropriés, à une bonne alimentation, à une éducation de qualité et qu'ils se développent dans un environnement sain.

- Droit à l'intégrité physique

Le droit à l'intégrité physique est l'ensemble des mesures que prend l'Etat pour veiller à la protection du corps des individus contre l'agression, les manipulations, les expérimentations thérapeutiques ou scientifiques opérées sans consentement. C'est aussi ce droit qui fonde l'interdiction des punitions corporelles en milieu scolaire ou d'apprentissage ou en famille. Lorsque des enseignants d'un établissement scolaire public frappent des enfants, c'est une violation du droit à l'intégrité physique de ces élèves.

- Le droit à l'éducation

C'est le devoir pour l'Etat d'assurer un niveau d'instruction moyen à tout enfant jusqu'à son adolescence. Ce droit comprend :

- le droit de lire et d'écrire,
- le droit de questionner et de réfléchir,
- le droit à l'imagination et à la création,
- le droit de lire son milieu et d'écrire l'histoire,
- le droit d'accéder aux ressources éducatives,
- le droit de développer ses compétences individuelles et collectives.

L'Article 26 de la Déclaration Universelle des droits de l'homme stipule que :

«Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

Il ajoute que : « L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié...».

Le droit à l'éducation doit respecter les conditions suivantes :

**À disposition** – L'éducation est gratuite et doit bénéficier d'une infrastructure appropriée et d'enseignants formés capables de soutenir l'offre éducative.

**Accessibilité**– Le système éducatif doit être accessible à tous sans discrimination, et des mesures positives doivent être prises pour inclure les populations les plus marginalisées. Les filles doivent en bénéficier autant que les garçons.

**Acceptabilité**– Le contenu de l'éducation doit être pertinent, non discriminatoire, adapté à la culture et de qualité; l'école doit être sûre et les enseignants professionnels.

**Adaptabilité**– L'éducation évolue en fonction de la transformation des besoins de la société et permet de lutter contre les inégalités telles que la discrimination entre les sexes; elle s'adapte à un niveau local afin de correspondre à des besoins et des contextes spécifiques.

- Le droit de choisir librement son conjoint

Ce droit fait appel au consentement. Dans de nombreuses localités, des filles et des femmes sont promises à des hommes, ou données en mariage. Certaines filles ne sont même pas pubères et ne réalisent pas les contraintes que la vie de couple comprend. C'est pour cela que les Etats doivent tout mettre en œuvre pour éviter ces situations qui représentent une forme d'esclavage. Chaque personne doit avoir l'âge minimum requis par la loi pour se marier et se mettre en ménage avec la personne de son choix. Il est essentiel de comprendre quelques éléments supplémentaires pour apprécier la portée de ce droit.

## - Le droit dans le cadre familial

### ▪ Le mariage et ses conditions de validité

Au Togo, le mariage n'est autorisé qu'entre deux personnes de sexes différents ayant 18 ans révolus. On peut se marier à 16 ans mais il faut pouvoir disposer d'une autorisation du président du tribunal du lieu de célébration du mariage et des tuteurs. Pour qu'un mariage soit valable, il est indispensable que les futurs époux aient exprimé clairement leur volonté de se marier. Le mariage n'est pas autorisé entre proches parents. Le mariage doit être célébré publiquement par un officier d'état civil pour être valable.

Il est essentiel de retenir que les unions non célébrées par un officier d'état civil ne produisent aucun effet de droit. C'est-à-dire que les personnes qui par exemple n'ont fait que payer la dot et qui vivent maritalement ne sont pas considérées par les pouvoirs publics comme des personnes mariées. Même si elles vivent ensemble depuis plusieurs années et qu'elles ont des enfants et des biens en commun.

### ▪ L'Etat civil

L'état civil d'une personne est la situation de cette personne par rapport à sa famille et à la société. Il existe essentiellement trois actes d'état civil. L'acte de naissance, l'acte de mariage et l'acte de décès. Ces documents permettent de constater respectivement qu'une personne est née à une certaine date de tels parents pour l'acte de naissance. L'acte de mariage constate que deux personnes se sont unies sous tel option matrimoniale et dans tel régime matrimonial. Et l'acte de décès permet d'indiquer qu'un individu est décédé à telle date. Tous ces actes produisent des effets de droits, c'est-à-dire qu'ils ont des conséquences juridiques. Les faire établir est une obligation fixée par la loi.

### ▪ Le divorce, l'annulation de mariage, la séparation

Les gens mariés devant un officier d'état civil peuvent également y mettre fin en saisissant un tribunal. Mais pour cela il faut que les raisons présentées au juge soient prévues par la loi. Tout d'abord il faut noter que le divorce peut être demandé si quelqu'un a été marié sans en avoir l'âge, ou sans avoir donné son consentement ou par une personne qui n'est pas un officier d'état civil. Dans ces cas et selon les situations, on peut demander l'annulation du mariage. C'est-à-dire faire comme si le mariage n'avait jamais existé.

Mais on peut également se séparer après s'être mariés surtout dans des cas prévus par la loi tel qu'en situation de violence, d'abandon, d'absence prolongée de l'un des conjoint, d'impuissance ou de stérilité constatée par les médecins, en cas d'absence de vie de couple. Seul un juge peut prononcer cette séparation qui s'appelle un divorce.

## - Les droits socio-économiques

De nombreux droits fondamentaux font partie des droits socio-économiques et culturels. On peut citer le droit au travail, le droit à la santé, le droit à l'eau potable, le droit à un logement

décent, le droit à un environnement sain, le droit à une protection sociale, le droit aux loisirs etc.

**Le droit au travail** par exemple signifie que les Etats doivent prendre toutes les mesures pour assurer l'accès de toutes et de tous à un emploi valorisant qui permette de subvenir à ses besoins et de vivre décemment. Ce droit signifie également que les Etats prennent toutes les dispositions pour protéger que les femmes et les jeunes filles en particulier contre les violences au travail, le harcèlement, les inégalités de salaires et de traitement etc.

**Le droit à une protection sociale** suppose que les Etats prennent des mesures pour soutenir les individus face à la maladie, la vieillesse, le chômage, l'invalidité, les charges de famille etc. Ce droit permet de réduire les inégalités entre les individus.

**Les droits sexuels et reproductifs** sont fondés sur l'idée que chaque individu, homme ou femme, a la liberté de disposer de son corps comme il l'entend. Personne ne devrait lui imposer des relations intimes, des grossesses, des avortements ou autres. Toute personne devrait pouvoir accéder à l'information et aux prestations liées à la santé reproductive et ceci en toute liberté. Ce qui doit lui permettre de contrôler sa sexualité, de planifier la naissance des enfants, de bénéficier de méthodes contraceptives etc. Ce droit est reconnu également aux jeunes filles et aux jeunes garçons.

### **3. LES VIOLENCES FAITES AUX FILLES ET LES MARIAGES PRECOCES**

## Les objectifs de la formation

- permettre aux filles et garçons à former de comprendre et reconnaître les violences basées sur le genre, de manière générale et en particulier les mariages précoces.
- les préparer à pouvoir, dans le cadre du projet, avec d'autres acteurs de leur communauté, dénoncer les mariages précoces.

## La méthodologie à suivre

- utiliser des études de cas, des témoignages, des graphiques, des documents de référence pour aider les filles et garçons participants à identifier les cas de violences et de mariages précoces et à s'engager avec les autres acteurs de lutte contre les mariages précoces.

A cet effet, le formateur devra donner à lire les textes juridiques et les extraits figurant en annexe au manuel la veille de la présentation pour mieux s'en imprégner et mieux suivre la session concernant le cadre juridique.

Séquences	Objectif	Durée	Démarche
Définition de la violence et des violences basées sur le genre	Aider les participants à comprendre les notions de violences et de violences basées sur le genre et à les identifier	40 mn	Texte 1 : L'histoire de Dzigbodi  Le formateur se basera sur des exemples contextualisés avec les participants ou partira de la lecture du texte et des commentaires sur le texte
Le mariage précoce	Aider les participants à définir le mariage précoce	10 mn	Texte : L'histoire de Dzigbodi  Le formateur demandera aux participants de lire le texte et en fera des explications et des commentaires ensemble avec eux
Ampleur du mariage précoce au Togo	Aider les participants à comprendre que des milliers de femmes sont victimes du mariage précoce et dans tout le	20 mn	Tableau 1  Le formateur échange avec les participants sur le tableau

	Togo		
Ampleur du mariage précoce dans le monde	Aider les participants à comprendre que des millions de femmes sont victimes du mariage précoce dans d'autres pays d'Afrique et dans le monde	10 mn	<p>Texte 2</p> <p>Le formateur échange avec les participants sur le texte</p>
Les causes du mariage précoce	Aider les participants à identifier les raisons qui poussent les filles au mariage précoce	30 mn	<p>Texte 3, 4, 5, 6</p> <p>Le formateur échange avec les participants sur les différents textes et leur explique</p>
Les conséquences des mariages précoces	Aider les participants à identifier les conséquences néfastes du mariage précoce	20 mn	<p>Graphique 1, 2</p> <p>Le formateur lit les graphiques avec les participants et échange avec eux.</p>
Les lois et règlements togolais de lutte	Aider les participants à découvrir les fondements juridiques des actions de lutte contre le mariage précoce et à identifier les lois nationales en la matière	20 mn	<p>Tableau 2</p> <p>Le formateur fait appel aux connaissances empiriques des participants. Il s'appuie également sur tableau</p>
<p>Les instruments juridiques internationaux /</p> <p>Les instruments régionaux africains</p>	Aider les participants à découvrir les lois et instruments juridiques internationaux sur le mariage précoce	30 mn	<p><i>La constitution togolaise - Le code de l'enfant – Le code de la famille - Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) – CDE</i></p> <p>Le formateur devra s'appuyer sur les documents physiques ou soft des différents</p>



			instruments juridiques. Il fera lire certains articles aux participants en guise d'illustration
Les actions de prévention et de prise en charge de l'Etat	Faire découvrir aux participants les initiatives mises en place actuellement pour lutter contre le mariage précoce	25 mn	<p><i>Tirer des exemples et explications de la culture générale des participants</i></p> <p>Le formateur fait d'abord appel aux connaissances empiriques des participants et ensuite leur expose et explique les actions que mènent l'Etat pour éradiquer le mariage précoce.</p>
les actions des partenaires techniques et financiers / Les actions des associations et autres organisations de la société civile		25 mn	<p><i>Tirer des exemples et explications de la culture générale des participants</i></p> <p>Le formateur fait d'abord appel aux connaissances empiriques des participants et ensuite leur expose et explique les actions que mènent l'Etat pour éradiquer le mariage précoce.</p>
Pourquoi s'engager ?	Amener les participants à tirer la conclusion suite à ces énumérations de conséquences néfastes et à s'engager dans la lutte contre les mariages précoces	30 mn	<p><i>Faire appel aux connaissances et explications déjà acquises</i></p> <p>Le formateur fait rappel des conséquences néfastes identifiées dans les exposés précédents et demande aux jeunes de s'impliquer dans l'action de lutte contre les mariages précoces. Il les convainc de rejoindre le mouvement déjà en marche. Il pourra se référer aussi aux limites actuelles.</p>
Responsabilité de l'adolescent/jeune (filles et garçon) devant le mariage précoce	Aider les participants à identifier les actions à prendre pour cet engagement contre les	40 mn	<p><i>Faire appel aux connaissances et explications déjà acquises</i></p> <p>Les participants sont répartis en 2 ou 3 groupes et répondent à la question et</p>

	mariages précoces		présentent les réponses en plénière
Comportements à éviter	Aider les participants à identifier les comportements et attitudes qui nuiraient à l'éradication du mariage précoce	30 mn	<p><i>Faire appel aux connaissances et explications déjà acquises</i></p> <p>Les participants sont répartis en 2 ou 3 groupes et répondent à la question et présentent les réponses en plénière</p>
Pour réussir la lutte, à quelles structures ou institutions s'adresser	Aider les participants à identifier les personnes et les institutions ou structures pouvant les aider à atteindre les résultats	30 mn	<p><i>Faire appel aux connaissances et explications déjà acquises</i></p> <p>Les participants sont répartis en 2 ou 3 groupes et répondent à la question et présentent les réponses en plénière</p>

## **SECTION 1 : DEFINITION DE LA VIOLENCE ET DES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE**

### **Exercice 16**

*Selon le contexte, le formateur donnera un exemple de violence et demandera aux participants comment ils peuvent appeler l'exemple. Le formateur peut également demander directement aux participants de définir la notion de violence. Enfin, il pourra utiliser le texte ci-dessous pour en tirer un exemple de violence avant d'en donner la définition.*

### **Contenu**

La violence est l'utilisation intentionnelle de la force physique, de menaces contre les autres ou soi-même, ou un groupe de personnes, qui entraîne ou qui risque d'entraîner un traumatisme, des dommages psychologiques et des problèmes de développement ou un décès.

C'est agir contre quelqu'un en utilisant la force physique ou en lui faisant peur.

La violence basée sur le genre est un acte de violence fondée sur une supériorité supposée de l'homme sur la femme. On parle encore de violence sexiste.

**Exercice 17 :** *Le formateur fait lire le texte suivant aux participants.*

### **Texte 1 : L'histoire de Dzigbodi**

*Dzigbodi était une jolie jeune fille âgée de qui fréquentait l'école primaire du village et réussissait bien sa scolarité. Un jour à l'école, son maître l'appela pour lui demander de lui acheter à manger, ce qu'elle a fait de bon cœur. L'enseignant la remercie et lui donne le reliquat de l'achat. Un autre jour, le même enseignant lui demanda de passer chez lui à la maison pour lui rendre un service. Elle y alla et entra dans le salon de l'enseignant. Celui-ci l'attira brutalement et commença à lui tenir les seins. Dzigbodi n'accepta pas et se débattit vigoureusement. Elle lui échappa et sortit de la maison en courant.*

*Le lendemain à l'école, l'enseignant lui donna un exercice difficile et la punit de nombreux coups de bâtons car elle n'a pas réussi l'exercice. Il l'insulta aussi en évoquant sa paresse. Depuis ce moment, Dzigbodi ne travaillait plus bien à l'école. Et à la fin de l'année, elle est renvoyée de son école.*

*Son papa l'a retiré alors de l'école. Elle n'avait que 15 ans. Son papa a dit qu'il n'avait plus assez d'argent. Elle ne pouvait refuser car elle avait très peur de son père.*

*Dzigbodi ne faisait plus rien. Un jour son papa reçut la visite du vieux Abalo qui demanda à marier Dzigbodi. Il fit la promesse de revenu pécuniaire important à la famille et c'est ainsi que Dzigbodi se retrouva mariée à l'âge de 16 ans. Au début, elle refusa de coucher avec Abalo.*

*Quand elle tomba enceinte, elle fut très malade presque tout le long de cette première grossesse dont le suivi a été très chaotique. Difficilement elle allait en consultation faute d'argent, son mari ne lui en donnait presque pas pour la punir... Quand elle accoucha chez l'accoucheuse traditionnelle, l'enfant décéda...*

*Après deux lectures, il échange avec les participants sur la compréhension du texte pour aboutir à la classification des différentes formes de violences*

## **Contenu**

### **Violence physique**

Gifler la victime, lui donner des volées de coups de poing ou de coups de pieds, la pousser, l'égorger, la brûler, la mordre, la pousser en bas des escaliers, la frapper ou la couper avec un couteau, tirer sur elle avec une arme ou la frapper avec un objet.

### **Violence sociale**

Refuser à la femme d'aller au centre de santé, les Mutilations Génitales Féminines ou excision, qui compromettent gravement la santé maternelle en entraînant de graves complications et risques ; le mariage précoce, le mariage forcé.

### **Violence psychologique**

Commentaires, insultes ou paroles humiliantes traitant la femme de nulle, paresseuse, grosse, laide ou stupide, lui dicter comment elle doit s'habiller, menacer de se suicider ou de lui enlever les enfants, la surveiller, être jaloux sans raison, l'empêcher de voir sa famille ou ses ami(e)s, la traiter comme un animal, détruire ses objets précieux ou à valeur sentimentale.

### **Violence économique**

Retenir ou prendre l'argent de la femme, dépenser de façon frivole alors que les enfants ont besoin de choses nécessaires, l'empêcher d'avoir accès aux comptes en banque et l'empêcher d'obtenir ou de conserver un emploi. Refus d'entretien de la famille, dépossession ou destruction de biens, .etc. Priver la femme de moyens économiques pour l'accès aux soins, à une nutrition adéquate et aux moyens de transport en cas de complications.

### **Violence sexuelle**

Avoir des relations sexuelles forcées avec la femme, l'obliger à participer à des actes sexuels déplaisants ou douloureux, priver la femme de rapports sexuels, l'exposer au SIDA ou à d'autres maladies transmissibles sexuellement, refuser d'utiliser ou de permettre à la victime d'utiliser une méthode de contraception.

## **Section 2 : LE MARIAGE PRECOCE**

### **Exercice 18**

*Revenir sur le texte et insister sur la partie faisant référence au mariage de la fille, sur son âge au moment du mariage. Demander aux participants d'évoquer ou de donner des exemples vécus.*

## **Contenu**

**Mariage** : Selon le Code des Personnes et de la Famille, le mariage est un acte civil public et solennel par lequel un homme et une femme établissent entre eux une union légale et

durable dont les conditions de formation, les effets et la dissolution sont déterminées par la loi.

**Mariage précoce** : On entend par mariage précoce, le mariage d'une fille âgée de moins de 18 ans, avant que la fille ne soit physiquement et psychologiquement prête à assumer les responsabilités du mariage et de la maternité (Ford Foundation-AO, 2013).

## **SECTION 2 : AMPLEUR DU MARIAGE PRECOCE AU TOGO**

Le phénomène de mariage précoce est encore présent dans les communautés togolaises. En vue d'éradiquer ce phénomène, une étude a été faite dans quelques régions du pays et elle montre que le mariage précoce est très répandu dans plusieurs régions du Togo malgré les actions entreprises pour son éradication. Les filles paraissent globalement plus touchées que les garçons. Pour illustrer cette situation, le formateur va beaucoup se référer aux résultats de l'étude à travers des données statistiques, des graphiques et des extraits de déclarations des personnes interrogées.

### **Exercice 19**

*Le formateur présente le tableau récapitulatif des résultats de l'enquête aux participants. Il explique le contenu des colonnes et des lignes.*

*Il leur pose une série de question sur le contenu :*

- *Quel est l'effectif total des femmes mariées ?*
- *Quel est l'effectif total des femmes mariées précocement ?*
- *Quel est l'effectif des femmes mariées normalement ?*
- *Quel est le pourcentage de femmes mariées précocement ?*
- *A votre avis, est-ce important ? Pourquoi ?*

**Tableau : 1 : Pourcentage de femmes et de filles de 15-49 mariées ou en union avant 18 ans**

Groupes d'âges	Mariage précoce								
	Mariée précocement			Mariée non précocement			Total		
	Effectif	%	% par groupe d'âge	Effectif	%	% par groupe d'âge	Effectif	%	%
15-19 ans	2	1,1	50,0	2	0,5	50,0	4	0,7	100,0
20-24 ans	34	18,4	37,4	57	13,5	62,6	91	15,0	100,0
25-29 ans	41	22,2	32,8	84	19,9	67,2	125	20,6	100,0
30-34 ans	31	16,8	26,7	85	20,1	73,3	116	19,1	100,0

35-39 ans	35	18,9	31,8	75	17,8	68,2	110	18,1	100,0
40-44 ans	16	8,6	24,2	50	11,8	75,8	66	10,9	100,0
45-49 ans	26	14,1	27,4	69	16,4	72,6	95	15,7	100,0
Ensemble	185	100,0	30,5	422	100,0	69,5	607	100,0	100,0

## Contenu

Au total, l'enquête montre qu'une femme sur trois (30,5%) âgée de 15 à 49 ans était mariée avant 18 ans. Parmi celles qui sont victimes de mariage précoce, celles âgées de 25 à 29 ans sont les plus nombreuses. Suivent celles dont l'âge se situe entre 35-39 ans (18,9%), celles de 20 à 24 ans (18,4%) et celles âgées de 30-34 ans (18,4%).

Selon les chiffres au niveau de tout le Togo, effectivement, 30% c'est-à-dire une femme sur trois est victime de mariage précoce. Ce qui signifie que dans la communauté où on a fait l'enquête, le mariage précoce existe comme dans tout le Togo.

## Ampleur du mariage précoce dans le monde

**Exercice 20 :** *Le formateur fait lire le texte suivant*

### Texte 2 : Le mariage précoce est très répandu

*L'Afrique de l'Ouest est l'une des régions du monde où la prévalence des mariages précoces est la plus élevée. Selon les données de l'UNICEF (2014), parmi les 10 pays enregistrant les taux les plus élevés de mariages précoces au monde, la moitié se situe dans cette région. Le Niger et le Mali sont les plus concernés avec une très forte prévalence.*

*Selon Plan international, 75 % des filles au Niger se marient avant l'âge de 18 ans et 36 % avant 15 ans. La région de Zinder bat le record : l'âge le plus précoce est 14,9 ans contre 18,5 ans à Niamey et dans d'autres villes 15,8 ans. C'est à Agadez et Tillabéry que les mariages sont les moins précoces avec respectivement 16,7 ans et 16,6 ans.*

*Au Mali et principalement dans la région de Kayes, le mariage précoce est l'une des pratiques traditionnelles néfastes les plus observées. Selon une enquête de 2010, le mariage précoce est plus fréquent dans la région de Kayes avec 27% des femmes mariées avant leurs 15 ans et 74% des femmes mariées avant d'atteindre 18 ans, soit un taux global de prévalence de 73,60% (60,80% au niveau national). Les données placent Kayes en 1ère position devant Gao (73,20%), Koulikoro (71,70 %) et Tombouctou (67,70%).*

*A la fin, le formateur amène les participants à tirer la conclusion que le mariage précoce est très répandu dans le monde et au Togo.*

## Contenu

Le mariage précoce est très répandu également dans d'autres pays. Il est présent en Afrique de l'Ouest : Mali, Niger. Dans les autres parties du monde, on trouve le mariage précoce en Asie, en Inde, au Pakistan, au Bangladesh. Ce sont des pays où il y a beaucoup de musulmans.

## **SECTION 3 - LES CAUSES ET LES CONSEQUENCES DU MARIAGE PRECOCE**

### **A-1 Causes socio-culturelles des mariages précoces**

#### **Exercice 21**

*Le formateur fait lire les textes suivants aux participants*

##### **Texte 3**

*« Avant quand une fille est vierge elle reste avec sa maman au foyer tous les soirs, mais dès qu'un homme s'intéresse à elle et que les parents s'en rendent compte, ils la donnent rapidement en mariage » FGGCEN*

*« ...Lorsque la fille atteint 15 ou 16 ans et elle est morphologiquement grande, elle est donnée en mariage. Et lorsque nous sommes saisis du cas et nous approchons des parents, ils nous disent que c'est de peur que la fille perde sa virginité que nous avons été obligés de la donner en mariage » EIINSTCEN*

*« Souvent les parents donnent leurs filles en mariage là où ils trouvent que c'est mieux pour elles. Certaines filles n'acceptent pas le choix des parents et elles menacent de partir en aventure au Nigéria. Pour éviter qu'elles leur désobéissent, les parents les donnent en mariage. C'est le cas de certaines filles que je connais. Les parents ont peur qu'elles aillent contracter des grossesses non désirées dont elles ne connaissent pas l'auteur. C'est pourquoi on marie précocement certaines filles » EIFMA18CEN*

##### **Texte 4**

*« Parfois c'est pour répondre à un échange entre familles, c'est-à-dire qu'on vous avait donné une fille et vous avez le devoir de leur redonner une de vos filles. On parle de [lon] en pays Moba » FGFSAV.*

*« Dans la coutume, tel homme d'une famille A a épousé telle fille d'une famille B. Il faut qu'une fille de la famille A retourne se marier à un homme de la famille B. Dans ce cas, il faut le faire même si la fille est encore toute petite pour que cette règle préétablie puisse être respectée » EIINSTCEN\_2*

*Le formateur pose ensuite les questions suivantes aux participants :*

- *Que dit-on dans le texte ?*
- *Qui décide du mariage de la fille ?*
- *A quel âge cette décision est-elle prise ?*
- *Pour quelles raisons les parents donnent-ils les filles en mariage ?*
- *Cette décision respecte – t – elle la norme ? pourquoi ?*
- *Avez-vous vécu des exemples comme cela ? Racontez.*

## Contenu

Dans certaines communautés togolaises, les signes de puberté et l'importance accordée à la virginité poussent les parents à décider du mariage des filles avant l'âge requis. Ainsi, au cours de l'enquête, on a appris que les signes suivants sont considérés : l'apparition des premières règles, l'apparition de poils sous les aisselles, la pousse de seins, la rondeur de la forme, etc.

Parfois, la fille est donnée en mariage parce qu'un de ses frères est marié dans l'autre famille (échangisme).

Ces signes ont été relevés dans toutes les communautés enquêtées et auprès de l'ensemble des personnes interrogées dans ces communautés. Et plusieurs déclarations ont été enregistrées auprès des groupes de discussions organisés et qui ont parlé de ces signes qui sont à l'origine du mariage précoce dans les communautés togolaises.

## A-2 Causes religieuses

### Exercice 22

*Le formateur fait lire le texte ci-dessous aux participants.*

#### Texte 5

*« En Islam quand une fille a 15 ans et qu'elle passe ses règles, on doit la marier. Le verset coranique ou livre coranique qui confirme ce fait est le Lahadari » EIRELCEN*

*« Selon le coran, quand une fille commence ses règles une fois, deux fois, trois fois, il ne faut pas qu'elle reste chez ses parents pour le faire la 4ème fois. Il faut la donner en mariage... » FGHEN*

*« Dans la religion musulmane, en dehors des règles, quand la fille a des seins et les garçons lui rendent visite, rapidement il faut lui demander de faire son choix afin que le mariage ait lieu »*

*Puis il leur pose les questions de compréhension suivantes :*

- *Que dit-on dans le texte ?*
- *De quelle religion parle – t – on dans le texte ?*
- *Quelle conclusion pouvez-vous en tirer par rapport au mariage précoce ?*
- *Avez-vous vécu des exemples comme cela ? Racontez.*

## Contenu :

Certaines autorités religieuses considèrent que le mariage peut avoir lieu « déjà à partir des premières règles », « déjà à 15 ans » ou encore « à partir de 11 ans ». C'est essentiellement dans les communautés où dominent les religions animiste et musulmane, que les déclarations sur le mariage de filles en dessous de 18 ans ont été amplement recueillies.

En ce qui concerne la religion animiste, des filles sont forcées, sous menace de mort, de vivre en tant qu'esclaves domestiques et sexuelles du prêtre du lieu de culte. Les filles sont obligées de vivre auprès du prêtre du fétiche pour demander pardon pour réparer la faute



d'un ancien parent. Elle n'a pas accès à l'éducation et aux soins de santé, et elle doit passer le reste de sa vie en tant «qu'épouse» des dieux.

Pendant longtemps la religion traditionnelle et musulmane ont été considérées comme favorables au mariage précoce au Togo. Ces dernières années on remarque qu'il y a une prise de conscience.

C'est ainsi que les chefs traditionnels du Togo ont fait une Déclaration de Notsé en 2013 pour s'opposer aux pratiques sociales culturelles néfastes qui nuisent aux enfants, parmi lesquelles le mariage d'enfants. Ils ont déclaré, solennellement, leur détermination à soutenir les pratiques sociales et culturelles qui favorisent le développement des enfants. Ils ont organisé une grande cérémonie traditionnelle pour demander aux ancêtres et divinités l'autorisation pour favoriser les pratiques sociales et culturelles positives en faveur de l'enfant.

### A-3 Causes économiques

#### Exercice 23

*Le formateur fait lire le texte aux participants.*

##### Texte 6

*« Il peut arriver qu'un parent ait été traité par un thérapeute. En contrepartie, il donne sa fille parce qu'il n'a pas d'argent pour payer... Quand un parent a besoin de bœuf pour sa culture, ça peut l'inciter à marier précocement sa fille » FGJFSAV*

*« Le manque de support, c'est-à-dire quand la fille se marie précocement, ça diminue la charge des parents financièrement » FGGS AV*

*« Souvent c'est des problèmes financiers qui amènent les parents à donner leur fille en mariage. Et ce n'est pas mal, ce dernier peut résoudre d'énormes problèmes de la famille par exemple : problème de maladie, d'emprisonnement il faut payer la caution et ce dernier peut sortir le frère de la fille de la prison » FGGCEN*

*« La dette. Si je m'endette et que je n'ai pas les moyens pour rembourser, je donne ma fille en échange ! ». FGHS AV*

*« La dette du côté de la maladie. Si un guérisseur m'a sauvé la vie et que je n'ai pas d'argent pour le payer, je lui donne ma fille en mariage » FGHS AV*

*A la suite de la lecture, le formateur échange avec les participants sur la base des questions suivantes :*

- Y- a – t – il des situations de mariage précoce dans ce texte ?*
- Si oui, dans quels cas ?*
- Comment pouvez – vous nommer ce cas de mariage précoce ?*

## Contenu

Plusieurs raisons économiques ont été identifiées comme étant à l'origine de la décision de marier une fille avant qu'elle n'atteigne l'âge légal. Beaucoup de parents pauvres pensent que les filles constituent pour la familiale une charge. Et ils les marient avant l'âge légal pour en tirer un avantage économique. Les raisons les plus invoquées sont les suivantes :

- Manque d'argent pour nourrir la famille ;
- Manque d'argent pour payer les charges scolaires des enfants ;
- Manque d'argent pour soigner la famille ;
- Besoin urgent d'argent pour résoudre un problème ;
- Manque d'argent pour l'achat d'engrais et des semences pour les travaux champêtres ;
- Besoin d'argent pour régler une dette.

## B Les conséquences des mariages précoces

On distingue plusieurs conséquences provoquées par les mariages précoces.

### B-1 : Les conséquences sur la santé

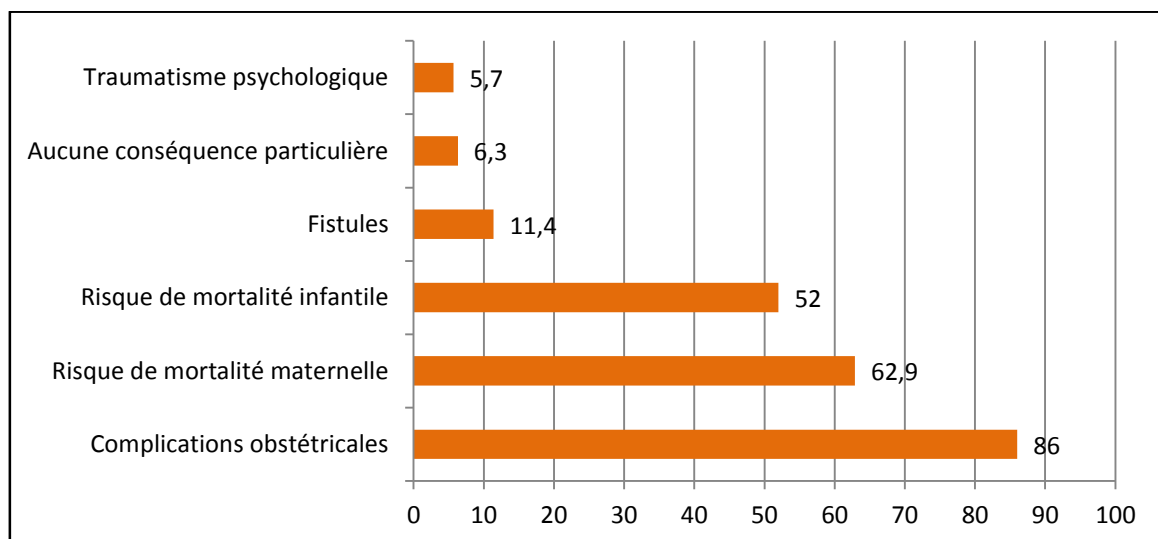
#### Exercice 24

*Le formateur entame un échange avec les participants en leur posant ces questions :*

- *Pensez-vous que le mariage précoce a des conséquences sur les filles ?*
- *Si oui, lesquelles ?*

*Le formateur fait la synthèse en considérant celles orientées vers la santé. Puis, à la suite des réponses, le formateur montre le graphique suivant aux participants :*

**Graphique 1 : Pourcentage des enquêtés selon leur connaissance des conséquences sanitaires des mariages précoces**



- Parmi le listing sur le graphique, quelles sont les trois les plus citées ?
- Savez-vous ce que c'est ?

*Le formateur explique et commente avec les participants ces conséquences. Il insiste sur leurs caractères souvent graves pour la jeune fille.*

#### **Contenu :**

Le mariage précoce est associé aux rapports sexuels précoces et donc principal cause des grossesses précoces et de la transmission des IST/VIH chez les adolescentes.

Les nouvelles mariées doivent rapidement faire un enfant au nouveau mari et subissent souvent des relations sexuelles forcées et brutales auxquelles elles ne peuvent résister.

Dans la mesure où les jeunes filles de moins de 18 ans et parfois de 11ans n'ont pas l'organisme assez développé par supporter une grossesse, il s'en suit les conséquences graves suivantes sur leur santé :

Les grossesses compliquées (86,0%), la mortalité maternelle (62,9%), la mortalité infantile (52,0%), les fistules obstétricales (11,4%) sont les conséquences sanitaires les plus citées.

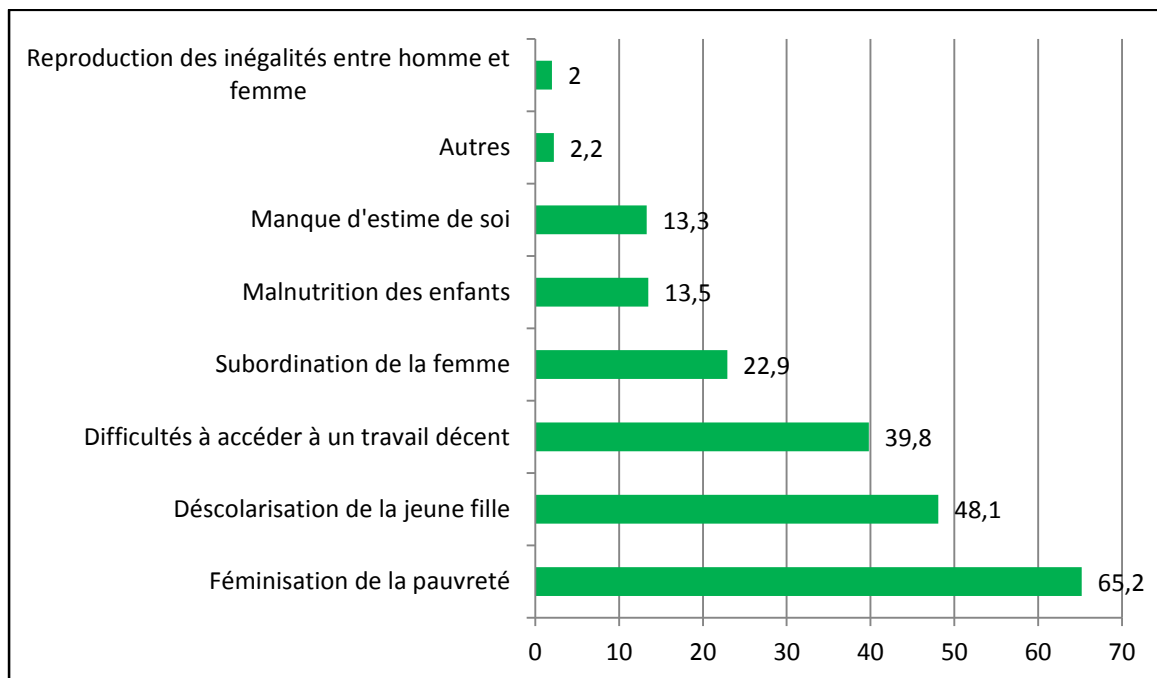
En plus de ses conséquences sur la santé sexuelle, il y a des conséquences en générale de violences basées sur le genre évoquées dans la première session.

#### **B-2 : conséquences socio-économiques**

##### **Exercice 25**

*Sur la base des autres conséquences précédemment citées par les participants, le formateur revient sur les conséquences socioéconomiques puis il leur montre le graphique suivant et leur demande de les commenter. Il fait la synthèse de ces commentaires. Il insiste sur l'effet multiplicateur de ces conséquences sur la vie de la femme.*

**Graphique 2 : Pourcentage des enquêtés selon leur connaissances des conséquences socioéconomiques du mariage précoce**



### Contenu

D'abord, le mariage précoce conduit à l'arrêt de l'éducation de la fille et ceci ne lui permet pas d'avoir un bon avenir puisqu'elle ne pourra pas avoir un bon travail surtout si elle n'a aucune formation professionnelle.

Le mariage précoce aggrave la pauvreté de la femme car souvent, elle ne travaille pas ou a n'a pas une Exercice qui rapporte assez de revenu. De plus, elle est encore plus dépendante de l'homme et est soumise à sa volonté.

Dans une famille où il y a mariage précoce, les enfants ne sont pas en bonne santé et souvent leur éducation n'est pas bien assurée.

Dans les familles où il y a le mariage précoce, les violences basées sur le genre sont très fréquentes.

Dans les ménages polygames, les coépouses exercent des violences sur celle qui est trop jeune. Parfois, la belle-famille y est impliquée pour la soumettre

## **SECTION 4 : LES LOIS ET REGLEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX FILLES**

### **A - Au Togo**

#### **Exercice 26**

*Le formateur introduit la séquence en échangeant avec les participants avec les questions*

*suivants :*

- *Savez-vous ce que c'est qu'une loi ?*
- *A quoi sert-elle ?*
- *Citez en quelques une.*
- *En connaissez-vous qui concerne les enfants ou la famille ?*

*Le formateur en arrive ainsi à une énumération de lois ou règlements qui intéressent le mariage précoce.*

### **Exercice 27**

*Le formateur fait découvrir aux participants le tableau récapitulant les lois et règlements au niveau national protégeant les filles contre le mariage précoce.*

*Il présente le tableau et commente chaque instrument. Il fait lire et commenter au moins un article de chacun des instruments à sa disposition.*

### **Contenu**

Il y a plusieurs instruments juridiques nationaux qui protègent la fille contre le mariage précoce. En voici quelques-uns avec les articles concernés.

**Tableau 2 : Textes nationaux**

Textes	Articles	Adoption
Constitution	Art. 11 et 28	1992
Loi N°2007-017 portant Code de l'Enfant Togolais	Art. 267, 268, 269 et 273	06 juil. 2007
Loi N° 2014-019 modifiant la loi N° 2012-014 du 06 Juillet 2012 portant Code des Personnes et de la Famille du Togo	Art. 43, 44 et 48	17 Nov. 2014
Loi N° 2015-010 portant Nouveau Code pénal	Art 232 et 341	24 Nov. 2015
Loi N° 2009-010 relative à l'organisation de l'état civil au Togo qui participe de la promotion de l'enregistrement systématique des naissances des enfants	Art 18, 19, 20 et 21	11 Juin 2009
Loi N° 84-14 relative à la protection des filles et des garçons régulièrement inscrits dans un établissement d'enseignement ou dans un centre de formation professionnelle		16 Mai 1984

### **B – Au niveau international**

#### **Exercice 28 :**

*Le formateur introduit la séquence en échangeant avec les participants avec les questions suivantes :*

- *A part les lois et règlements nationaux, connaissez-vous des lois au niveau international qui protègent les droits de l'homme ?*
- *Si oui citez quelques-unes ?*

*Le formateur doit amener les participants à citer au moins la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme – DUDH ou la Convention relative aux Droits de l'Enfant – CDE.*

### **Exercice 29**

*Le formateur montre les deux tableaux des textes internationaux aux participants et les commente.*

### **Contenu**

Au niveau international, les différents États ont produits des lois (déclaration, Convention, Résolution) qui protègent les filles contre le mariage précoce. Tous les pays qui l'adoptent doivent les respecter dans leur pays. En voici quelques-unes avec les articles concernés.

**Tableau 3 : Instruments juridiques internationaux de protection des enfants contre le mariage précoce**

Instruments juridiques	Article	Date d'adoption	Date d'entrée en vigueur	Date de ratification par le TOGO
Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH)	16	10 Déc. 1948		
Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF)	articles 16.1 et 16.2	18 Dec.1979	3 sept. 1981	Septembre 1983
Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE)	Art 2 et 3	20 Nov. 1989	2 Sept. 1990	01 août 1990
Convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages	Art. 1, 2, 3	10 Déc. 1962	9 Déc. 1964	

**Tableau 4 : Résolutions des Nations Unies**

Résolutions	Adoption
Résolution 2018 de l'Assemblée générale des Nations Unies portant recommandation sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages	1er novembre 1965
Résolution 69/156 de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur l'élimination des mariages des enfants, des mariages précoces et des mariages forcés	18 décembre 2014
Résolution 29/15 du Conseil des Droits de l'Homme sur le renforcement des mesures visant à prévenir et éliminer les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés	1er Juillet 2015

## - Les instruments régionaux africains

### Exercice 30

*Le formateur introduit la séquence en échangeant avec les participants avec les questions suivantes :*

- *On a vu qu'au Togo, il y a des lois qui protègent les filles contre le mariage précoce. On a vu également que dans le monde, il y a aussi des lois qui protègent la fille contre le mariage précoce. Pensez-vous qu'il y a encore des lois quelque part qui protègent la fille contre le mariage précoce? Où?*

*Il s'agit au formateur d'amener les participants par des questions citer l'Afrique.*

### Contenu

Les pays africains ont aussi élaboré des textes juridiques pour protéger les filles contre le mariage précoce. Tous les pays africains qui l'adoptent doivent le respecter et ainsi protéger les filles.

**Tableau 5: Instruments africains de protection de l'enfant contre le mariage précoce**

Instruments	Art	Date d'adoption	Entrée en vigueur	Ratification
Charte Africaine des droits de l'homme et des Peuples	Art 18	27 Juin 1981	21 Oct. 1986	05 Nov. 1982
Charte Africaine des Droits et du Bien Etre de l'Enfant	Art 21	01 Juillet 1990	29 Nov. 1999	05 Mai 1998
Charte Africaine de la Jeunesse	Art 8.1 et 8.2	02 Juillet 2006	08 Août 2009	28 Déc. 2008
Protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relative aux droits de la Femme en Afrique	Art. 5 et 6	07 Juillet 2003	25 Nov. 2005	Octobre 2005

### Conclusion

#### Les sanctions juridiques du mariage précoce

Quand l'Etat met en place les lois et règlement, ils doivent être respectés. Quand les citoyens ne les respectent pas, il est prévu des sanctions contre eux. En ce qui concerne le mariage précoce, il y a 2 types de sanctions : les sanctions civiles qui aboutissent au fait que le mariage est nul et les sanctions pénales.

Sur le plan pénal, le Code pénal punit les parents ou tuteurs qui ne respecteraient pas l'âge légal fixé pour le mariage de leurs enfants. Les personnes coupables de mariage précoce peuvent être punies d'un à trois (1-3) ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 à 1 000 000 de Francs CFA.

## **SECTION 5 : LES ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET LE MARIAGE PRECOCE**

### **A- Les actions de l'Etat**

#### **- Les actions de prévention**

##### **Contenu**

Le rôle premier de l'Etat est de développer le pays pour le bien-être des habitants dont les femmes.

Le problème des droits de l'enfant en général et celui des mariages précoces en particulier préoccupe l'Etat. A cet effet, l'Etat élabore des politiques, des programmes et des projets. Les politiques, les programmes et les projets pour mieux protéger et prendre en charge les enfants.

D'abord l'Etat fait des actions de prévention. Pour cela, les services de l'Etat, principalement les services du Ministère des Affaires Sociales sensibilisent et forment les leaders traditionnels et religieux, les enfants, les parents et les membres des communautés. Parmi ces actions, on peut citer :

- La formation des juges, des enseignants, des agents de santé, des agents de la police judiciaire, des gens de médias, les travailleurs sociaux, les enfants membres sur le thème « Mariage précoce et forcé, conséquences et accompagnement juridique et judiciaire des victimes »,
- La sensibilisation des communautés sur les lois et règlement protégeant les enfants, les mariages et grossesses précoces, la santé sexuelle des jeunes, les droits de la fille, la nécessité de soutenir les filles dans leur scolarité et leur formation,
- L'organisation des émissions radiophoniques et télévisées sur les violences, l'abus et l'exploitation sexuelle des enfants surtout des filles et les sanctions prévues par les lois,
- L'implication des chefs traditionnels et religieux dans la protection des enfants contre les grossesses et mariages précoces. Ils ont eu à faire la Déclaration de Notsè par laquelle ils s'engagent à protéger les enfants pratiques sociales et culturelles néfastes affectant l'enfant y compris les mariages précoces et forcés et les grossesses précoces.

#### **- Les actions de prise en charge**

##### **Contenu :**

En dehors des actions de prévention, l'Etat mène aussi des actions de prise en charge des cas de mariage précoce. On peut citer :



- L'installation du mécanisme de la ligne verte « Allo 1011 » où on peut appeler les agents du Ministère des Affaires Sociales pour dénoncer les violences faites aux enfants dont le mariage précoce et faire protéger l'enfant ;
- L'Etat a mis en place 13 centres d'écoute et de conseils et qui luttent contre les mariages précoces par la sensibilisation, le retrait et la réinsertion des victimes ;
- L'Etat a favorisé la mise en place dans chaque région d'un groupe de différents services (Affaires Sociales, santé, police, ONG, etc.) qui s'organisent entre eux pour aider à la prise en charge des enfants victimes de mariage précoce.

## **B- Les actions des partenaires techniques et financiers**

### **Exercice 31**

*Le formateur engage la séquence en échangeant avec les participants par les questions suivantes :*

- *Connaissez-vous les agences des Nations Unies ?*
- *Citez quelques-unes.*
- *Pouvez-vous dire ce dont elles s'occupent ?*

*Le formateur doit amener les participants à citer l'UNICEF et UNFPA.*

### **Contenu :**

Au Togo, les deux agences font des actions pour protéger les enfants contre le mariage précoce.

- L'UNICEF appuie l'Etat pour améliorer l'éducation des enfants mais surtout des filles les plus vulnérables : construction d'écoles, formation des enseignants, élaboration des documents pédagogiques, etc.
- L'UNFPA appuie l'Etat dans le domaine de l'éducation de la santé sexuelle et de la reproduction avec la construction des centres conviviaux où on conseille les adolescents et adolescentes.

## **C : Les actions des associations et autres organisations de la société civile**

### **Exercice 32**

*Le formateur engage la séquence en échangeant avec les participants par les questions suivantes :*

- *Savez-vous ce que c'est qu'une association ?*
- *En connaissez-vous ? Citez quelques-unes.*
- *De quoi s'occupe une ONG ?*
- *En connaissez-vous qui s'occupent des problèmes de mariage précoce ?*

*Le formateur amène les participants à comprendre le rôle OSC dans la lutte contre le mariage précoce.*

## Contenu

Les organisations communautaires comme les Comité Villageois de développement CVD, les Comités de Développement de Quartier CDQ et les Associations de Parents d'Elèves APE jouent un rôle important dans la lutte contre le mariage précoce. Elles sont à la base et connaissent mieux les communautés et les enfants victimes et accompagnent l'Etat, les partenaires techniques et financiers et les ONG à mener les actions de lutte contre le mariage précoce.

Les ONG qui sont très engagées dans la lutte contre le mariage précoce sont :

- **L'Association Togolaise pour le Bien Etre Familial (ATBEF)** offre des services de santé de la reproduction dans des centres adaptés aux adolescents et jeunes ;
- **Le Conseil Consultatif des Femmes au Togo (CCoFT)** mène des sensibilisations et s'est mis en réseau pour mener la lutte contre les grossesses précoces. Il a d'ailleurs mis à la disposition de la fille togolaise un document intitulé « Sexualité et autonomisation de la jeune –fille élève » ;
- **FAWE (le Forum des Éducatrices Africaines)** travaille avec le Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire dans les écoles à la mise en œuvre du projet Education en matière de Population pour le Développement de la Santé de la Reproduction (EPD/SR) et le projet « *Promotion de l'équité genre et éducation sans violence en faveur des filles dans la préfecture de l'Est-Mono* » ;
- **WILDAF** a mené en 2012 un projet « *Environnement scolaire sans violences pour les jeunes et petites filles* », Ce projet a permis de former des agents sensibilisateurs, de faire des causeries débats, de former les élèves et de réaliser des émissions radiophoniques pour sensibiliser les communautés ;
- **GF2D** a mis en place 8 centres d'écoute dans quelques préfectures du pays ;
- **BØRNEfonden** a créé des clubs d'enfants et de jeunes qui participent à la lutte contre les pratiques néfastes à l'endroit des enfants y compris les mariages d'enfants ;
- **Plan International Togo** utilise diverses stratégies pour la promotion et l'équité genre, l'amélioration de la qualité de l'enseignement et la protection de l'enfant ;
- **Les églises** protestante et catholique (OCDI, CRS) organisent des sensibilisations dans les communautés rurales pour informer les jeunes sur les conséquences des grossesses précoces ;
- **RELUTET/ROMAESE** ont publié un guide pour la prise en charge des enfants victimes de mariages précoces afin de faciliter leur accès à la justice.

## **SECTION 6 - LES JEUNES DOIVENT S'ENGAGER DANS LA LUTTE CONTRE LE MARIAGE PRECOCE**

**A : Pourquoi s'engager ?**

### **Exercice 33**

*Le formateur engage la séquence en échangeant avec les participants sur la base des questions suivantes :*

- *Après tout ce qui a été dit sur le mariage précoce, quelle est votre impression ? Ou bien comment vous sentez-vous face à ce problème ?*

### **Contenu**

- Ce sont les enfants et les adolescents qui sont victimes,
- Tout le Togo est concerné,
- Les conséquences néfastes sont très importantes et appellent à l'action,
- C'est une lutte citoyenne et donc concerne tout le monde et vous qui êtes ici principalement.

**B : Responsabilité de l'adolescent/jeune (filles et garçons) devant le mariage précoce**

### **Exercice 34**

*Le formateur divise les participants en 4 groupes et demande aux participants de traiter la question suivante :*

**Travail à faire :**

*Pour s'engager, que doit faire le garçon ou la fille ?*

*Puis après 20 minutes de travail, il fait faire la restitution en plénière.*

### **Contenu**

- S'informer et se faire former toujours auprès des acteurs de lutte,
- S'intégrer dans des associations ou clubs de jeunes,
- discuter avec les parents sur les pratiques discriminantes et des violences sexuelles à l'égard des femmes et les conséquences qui en découlent ;
- communiquer avec les familles pour une éducation non sexiste (supériorité de l'homme sur la femme) des enfants ;
- Parler des causes et conséquences du mariage précoce dans sa classe et dans son école, dans son lieu d'apprentissage, bref autour de soi,

- Convaincre les autres adolescents et jeunes à s'impliquer contre le mariage précoce ;
- communiquer sur les attitudes et comportements positifs qui favorisent l'intégration de la fille ou femme dans un groupe,
- animer les séances éducatives sur la lutte contre le mariage précoce,
- orienter les autres adolescents et jeunes vers les acteurs de lutte contre le mariage précoce,
- s'impliquer dans les actions de plaidoyer auprès des autorités traditionnelles et gouvernementales pour la lutte contre le mariage précoce,
- dénoncer les cas de violences et les cas de mariage précoce,
- écouter les filles victimes de violences,
- orienter les victimes vers les acteurs comme « Allo 1011 », les Affaires Sociales, les ONG, la police, la gendarmerie, le corps médical, le corps judiciaire.
- travailler en équipe avec d'autres pairs éducateurs ;
- cultiver la maîtrise de soi et la tolérance pour être un outil de paix au service de ses pairs ;
- s'auto évaluer régulièrement;
- Faire le suivi des actions d'orientation.

### **C : Comportements à éviter**

#### **Exercice 35**

*Le formateur divise les participants en 4 groupes et demande aux participants de traiter la question suivante :*

#### **Travail à faire :**

- *Quels sont les comportements à éviter ?*

*Puis après 15 minutes de travail, il fait faire la restitution en plénière.*

### **Contenu**

- Porter un jugement de valeur sur les opinions de ses camarades ;
- Décider à la place de son ou de sa camarade;
- Moraliser ses camarades,
- Se substituer au personnel de justice pour traiter d'un quelconque cas de mariage précoce,
- Se faire payer (de quelque manière que ce soit) pour ce qu'il fait en faveur du mariage précoce,
- Manquer un rendez-vous sans raisons valables quand on doit réaliser une séance de sensibilisation,

## **D : A qui faire recours ?**

### **Exercice 36**

*Le formateur divise les participants en 4 groupes et demande aux participants de traiter la question suivante :*

#### **Travail à faire :**

*Pour réussir la lutte, à quelles structures ou institutions s'adresser ?*

*Puis après 20 minutes de travail, faire la restitution en plénière.*

## **Contenu**

On peut distinguer :

### **1- Les structures étatiques**

- Les services des Affaires sociales,
- Allo 1011
- La police,
- La gendarmerie,
- La justice,
- Les unités de soins.

### **2- Les ONG et associations, les organisations communautaires de base (CVD, CDQ, Comité de protection de l'enfant), les autorités traditionnelles et religieuses et autres organisations de la société civile ;**

### **3- Les partenaires techniques et financiers tels que : UNICEF et UNFPA.**

# ANNEXES

## TEXTES JURIDIQUES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

## **EXTRAIT DE LA CONSTITUTION TOGOLAISE**

### **Art. 11**

Tous les êtres humains sont égaux en dignité et en droit. L'homme et la femme sont égaux devant la loi. Nul ne peut être favorisé ou désavantagé en raison de son origine familiale, ethnique ou régionale, de sa situation économique ou sociale, de ses convictions politiques, religieuses, philosophiques ou autres.

### **Art. 28**

Le domicile est inviolable. Il ne peut faire l'objet de perquisition ou de visite policière que dans les formes et conditions prévues par la loi.

Tout citoyen a droit au respect de sa privée, de son honneur, de sa dignité et de son image.



## **EXTRAIT DE LA LOI N°2007-017 PORTANT CODE DE L'ENFANT**

### **Art. 267**

Le mariage des enfants est interdit. L'âge de la nuptialité est fixé à dix-huit (18) ans révolus. Cependant, le président du tribunal de première instance peut accorder des dispenses aux enfants des deux sexes âgés de seize (16) ans révolus pour motifs sérieux.

### **Art. 268**

Il est interdit aux parents et tuteur de promettre des enfants en mariage.

### **Art. 269**

Chacun des deux époux, même s'il est un enfant âgé de seize (16) ans, doit personnellement consentir au mariage.

Dans le cas contraire, le mariage est nul et tout acte sexuel imposé est un viol.

Le consentement n'est point valable s'il a été extorqué par violence ou s'il a été donné par suite d'une erreur sur l'identité physique, civil ou sur une qualité essentielle telle que l'autre époux n'aurait pas contracté s'il avait connu l'erreur.

### **Art. 273**

La responsabilité pénale des parents, de la personne ayant autorité sur l'enfant ou des autorités requises pour recevoir le consentement et procéder à l'enregistrement du mariage est engagée en cas de non-respect de l'âge légal prévu à l'article 267 du présent code.

De même, toute personne ayant exercé sur l'enfant une contrainte de quelque nature que ce soit en vue de l'amener à consentir au mariage sera punie de un (1) à trois (3) ans d'emprisonnement et d'une amende de cent mille (100 000) à un million (1000 000) de francs CFA.

**EXTRAIT DE LA LOI N° 2014-019 MODIFIANT LA LOI N° 2012-014 DU 06  
JUILLET 2012 PORTANT CODE DES PERSONNES ET DE LA FAMILLE DU  
TOGO**

**Art. 43**

L'homme et la femme choisissent librement leur conjoint et ne contractent mariage que de leur libre et plein consentement. L'homme et la femme avant dix-huit (18) ans ne peuvent contracter mariage.

Néanmoins, le président du tribunal ou le juge aux affaires matrimoniales du lieu de la célébration du mariage peut accorder des dispenses d'âge pour des motifs sérieux.

Cette dispense d'âge ne peut, en aucun cas, être accordée pour un homme et une femme ayant moins de seize (16) ans.

La demande de dispense d'âge est adressée par requête au tribunal de première instance du lieu de célébration du mariage par l'enfant, ses père et mère ou l'un d'entre eux, son tuteur ou le procureur de la République. Le tribunal de première instance statue dans les huit (08) jours en dernier ressort.

**Art. 44**

Chacun des futurs époux, même mineur, doit consentir personnellement au mariage.

Dans le cas contraire, le mariage est nul et tout acte sexuel imposé est un viol.

Le consentement n'est point valable s'il a été extorqué par violence ou s'il n'a été donné que par suite d'une erreur sur l'identité physique, civile ou sur une qualité essentielle telle que l'autre époux n'aurait pas contracté s'il avait connu l'erreur.

**Art. 48**

En cas de refus des père et mère ou de la personne qui a autorité sur le mineur, tout autre parent peut saisir le président du Tribunal du lieu de la célébration du mariage s'il estime que le refus d'autorisation est basé sur des motifs non conformes à l'intérêt du mineur. Le président du Tribunal statuera en chambre du conseil par ordonnance motivée, susceptible d'appel.

## **EXTRAIT DE LA LOI 2015-010 PORTANT NOUVEAU CODE PENAL**

### **Art. 232**

Constituent des violences à l'égard des femmes, tous actes de violences dirigées contre les personnes de sexe féminin qui leur causent ou peuvent leur causer un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles, psychologiques ou économiques.

Il s'agit notamment :

- 1) Des violences à l'égard des femmes en situation de conflits armés ou de troubles internes,
- 2) Des violences sur une femme enceinte ;
- 3) Des violences liées à toutes les formes de mariage forcé,
- 4) Des rites inhumains et dégradants de veuvage,
- 5) Des violences économiques.

### **Art. 341**

Le mariage forcé ou servile est toute institution ou pratique en vertu de laquelle :

- 1) Une personne adulte, sans son consentement, ou un enfant, est promis ou donné en mariage moyennant une contrepartie financière ou matérielle ;
- 2) Une personne est cédée à un tiers, à titre onéreux ou non, par son conjoint ou un membre de sa famille ou de son clan en vue du mariage ;
- 3) Une personne est enlevée ou retenue contre son gré en vue d'un mariage.

Toute personne qui soumet autrui au mariage forcé ou servile est passible de trois (03) ans à cinq (05) ans d'emprisonnement et d'une amende d'un million (1.000.000) à cinq millions (5.000.000) de francs CFA.

## **EXTRAIT DE LA LOI N° 2009-010 RELATIVE A L'ORGANISATION DE L'ETAT CIVIL AU TOGO**

### **Art. 18**

La déclaration de naissance est obligatoire. Elle est faite dans les quarante-cinq 45 jours qui suivent la naissance de l'enfant au centre d'état civil du lieu de naissance ou dans les représentations diplomatiques ou consulaires du Togo, si la naissance survient à l'étranger.

### **Art. 19**

Il est tenu par les hôpitaux, les maternités et les formations sanitaires publiques ou privées, un registre d'attestation des naissances d'attestation des naissances qui y sont survenues.

Le registre peut être consulté à tout moment, en cas de nécessité par l'officier d'état civil ainsi que par toute autre autorité administrative ou judiciaire dans le respect des conditions fixées par la loi.

### **Art. 20**

Toute personne ayant découvert un enfant nouveau-né abandonné est tenue de le présenter au service social, à la police, à la gendarmerie ou à tout autre service public compétent aux fins de sa déclaration ou de son enregistrement par les services d'état civil du lieu de la découverte.

Le service qui reçoit la déclaration est tenu de dresser et d'envoyer au procureur la république près le tribunal de première instance territorialement compétent un procès-verbal détaillé indiquant, outre la date, l'heure, le lieu et les circonstances de la découverte, l'âge apparent, le sexe de l'enfant et tout autre signe pouvant contribuer à son identification ainsi qu'à celle de la personne à laquelle sa garde est provisoirement confiée.

L'officier d'état civil territorialement compétent enregistre l'enfant conformément aux dispositions du code de l'enfant et du code des personnes et de la famille.

### **Art. 21**

Les déclarations d'intention de mariage sont faites par les futurs époux.

Le mariage est précédé de la publication des bans qui dure trente jours. Il est aussitôt enregistré après la célébration.

Il est matérialisé par un document authentique appelé acte de mariage.

## **EXTRAIT DE LA CONVENTION SUR L'ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION A L'EGARD DES FEMMES - CEDEF**

### **Art. 16**

1. Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans toutes les questions découlant du mariage et dans les rapports familiaux et, en particulier, assurent, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme :

- a) Le même droit de contracter mariage;
- b) Le même droit de choisir librement son conjoint et de ne contracter mariage que de son libre et plein consentement;

2. Les fiançailles et les mariages d'enfants n'ont pas d'effets juridiques et toutes les mesures nécessaires, y compris des dispositions législatives, sont prises afin de fixer un âge minimal pour le mariage et de rendre obligatoire l'inscription du mariage sur un registre officiel.

## **EXTRAIT DE LA CONVENTION SUR LE CONSENTEMENT AU MARIAGE, L'AGE MINIMUM DU MARIAGE ET L'ENREGISTREMENT DES MARIAGES**

### **Art. 1**

1. Aucun mariage ne pourra être contracté légalement sans le libre et plein consentement des deux parties, ce consentement devant être exprimé par elles en personne, en présence de l'autorité compétente pour célébrer le mariage et de témoins, après une publicité suffisante, conformément aux dispositions de la loi.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, la présence de l'une des parties ne sera pas exigée si l'autorité compétente a la preuve que les circonstances sont exceptionnelles et que cette partie a exprimé son consentement, devant une autorité compétente et dans les formes que peut prescrire la loi, et ne l'a pas retiré.

### **Art. 2**

Les Etats parties à la présente Convention prendront les mesures législatives nécessaires pour spécifier un âge minimum pour le mariage. Ne pourront contracter légalement mariage les personnes qui n'auront pas atteint cet âge, à moins d'une dispense d'âge accordée par l'autorité compétente pour des motifs graves et dans l'intérêt des futurs époux.

### **Art. 3**

Tous les mariages devront être inscrits par l'autorité compétente sur un registre officiel.

## **EXTRAIT DE LA CHARTE AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES**

Art. 18

1. La famille est l'élément naturel et la base de la société. Elle doit être protégée par l'Etat qui doit veiller à sa santé physique et morale.
2. L'Etat a l'obligation d'assister la famille dans sa mission de gardienne de la morale et des valeurs traditionnelles reconnues par la Communauté.
3. L'Etat a le devoir de veiller à l'élimination de toute discrimination contre la femme et d'assurer la protection des droits de la femme et de l'enfant tels que stipulés dans les déclarations et conventions internationales.
4. Les personnes âgées ou handicapées ont également droit à des mesures spécifiques de protection en rapport avec leurs besoins physiques ou moraux.

## **EXTRAIT DE LA CHARTE AFRICAINE DES DROITS ET DU BIEN-ETRE DE L'ENFANT**

### **Art. 21 : PROTECTION CONTRE LES PRATIQUES NEGATIVES SOCIALES ET CULTURELLES**

- 1- Les Etats parties à la présente Charte prennent toutes les mesures appropriées pour abolir les coutumes et les pratiques négatives, culturelles et sociales qui sont au détriment du Bien-être, de la dignité, de la croissance et du développement normal de l'enfant, en particulier :
  - a) les coutumes et pratiques préjudiciables à la santé, voire à la vie de l'enfant ;
  - b) les coutumes et pratiques qui constituent une discrimination à l'égard de certains enfants, pour des raisons de sexe ou autres raisons.
- 2- Les mariages d'enfants et la promesse de jeunes filles et garçons en mariage sont interdits et des mesures effectives, y compris des lois, sont prises pour spécifier que l'âge minimal requis pour le mariage est de 18 ans et pour rendre obligatoire l'enregistrement de tous les mariages dans un registre officiel.



## **EXTRAIT DE LA CHARTE AFRICAINE DE LA JEUNESSE**

### **Art. 8 : De la protection de la famille**

1. La famille en tant que cellule de base de la société doit être protégée et soutenue par les Etats Parties pour sa fondation et son développement, en tenant compte du fait que les structures et les modèles familiaux varient selon les différents contextes sociaux et culturels.
2. Les jeunes hommes et femmes atteignant l'âge nubile devront se marier sur la base du libre consentement et devront jouir des droits et des devoirs égaux.

## **EXTRAIT DU PROTOCOLE A LA CHARTE AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES RELATIVE AUX DROITS DE LA FEMME EN AFRIQUE**

### **Art. 5 : Élimination des pratiques néfastes**

Les États interdisent et condamnent toutes les formes de pratiques néfastes qui affectent négativement les droits humains des femmes et qui sont contraires aux normes internationales. Les États prennent toutes les mesures législatives et autres mesures afin d'éradiquer ces pratiques et notamment :

- a) sensibiliser tous les secteurs de la société sur les pratiques néfastes par des campagnes et programmes d'information, d'éducation formelle et informelle et de communication ;
- b) interdire par des mesures législatives assorties de sanctions, toutes formes de mutilation génitale féminine, la scarification, la médicalisation et la para-médicalisation des mutilations génitales féminines et toutes les autres pratiques néfastes ;
- c) apporter le soutien nécessaire aux victimes des pratiques néfastes en leur assurant les services de base, tels que les services de santé, l'assistance juridique et judiciaire, les conseils, l'encadrement adéquat ainsi que la formation professionnelle pour leur permettre de se prendre en charge ;
- d) protéger les femmes qui courent le risque de subir les pratiques néfastes ou toutes autres formes de violence, d'abus et d'intolérance.

### **Art. 6 Mariage**

Les États veillent à ce que l'homme et la femme jouissent de droits égaux et soient considérés comme des partenaires égaux dans le mariage. A cet égard, les États adoptent les mesures législatives appropriées pour garantir que :

- a) aucun mariage n'est conclu sans le plein et libre consentement des deux ;
- b) l'âge minimum de mariage pour la fille est de 18 ans ;
- c) la monogamie est encouragée comme forme préférée du mariage.

Les droits de la femme dans le mariage et au sein de la famille y compris dans des relations conjugales polygamiques sont défendus et préservés ;

- d) tout mariage, pour être reconnu légalement, doit être conclu par écrit et enregistré conformément à la législation nationale. ;
- e) les deux époux choisissent, d'un commun accord, leur régime matrimonial et leur lieu de résidence ;
- f) la femme mariée a le droit de conserver son nom, de l'utiliser à sa guise, séparément ou conjointement avec celui de son mari ;
- g) la femme mariée a le droit de conserver sa nationalité et d'acquérir la nationalité de son mari ;
- h) la femme a le même droit que l'homme en ce qui concerne la nationalité de leurs enfants sous réserve des dispositions contraires dans les législations nationales et des exigences de sécurité nationale ;
- i) la femme et l'homme contribueront conjointement à la sauvegarde des intérêts de la famille, à la protection et à l'éducation de leurs enfants ;

- j) pendant la durée du mariage, la femme a le droit d'acquérir des biens propres, de les administrer et de les gérer librement.

## **RESOLUTION 2018 DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES PORTANT RECOMMANDATION SUR LE CONSENTEMENT AU MARIAGE, L'AGE MINIMUM DU MARIAGE ET L'ENREGISTREMENT DES MARIAGES**

L'Assemblée générale,

Reconnaissant qu'il importe d'encourager le renforcement de la structure familiale de manière à en faire la cellule fondamentale de toute société et que les hommes et les femmes ont, à partir de l'âge nubile, le droit de se marier et de fonder une famille, qu'ils ont des droits égaux au regard du mariage et que le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux, conformément aux dispositions de l'article 16 de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Rappelant sa résolution 843 (IX) du 17 décembre 1954,

Rappelant en outre l'article 2 de la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, qui contient certaines dispositions concernant l'âge du mariage, le consentement au mariage et l'enregistrement des mariages,

Rappelant également qu'aux termes de l'alinéa b du paragraphe 1 de l'Article 13 de la Charte des Nations Unies l'Assemblée générale fait des recommandations en vue de faciliter pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Rappelant de même que le Conseil économique et social, en vertu de l'Article 64 de la Charte, peut s'entendre avec les Membres de l'Organisation des Nations Unies afin de recevoir des rapports sur les mesures prises en exécution de ses propres recommandations et des recommandations de l'Assemblée générale sur des objets relevant de la compétence du Conseil,

1. Recommande à chacun des États Membres qui n'ont pas encore pris de dispositions législatives et autres de faire le nécessaire, conformément à leur système constitutionnel et à leurs pratiques religieuses et traditionnelles, pour adopter les dispositions législatives et autres qui seraient appropriées pour donner effet aux principes ci-après :

### **Principe premier**

a) Aucun mariage ne pourra être contracté légalement sans le libre et plein consentement des deux parties, ce consentement devant être exprimé par elles en personne, en présence de l'autorité compétente pour célébrer le mariage et de témoins, après une publicité suffisante, conformément aux dispositions de la loi.

b) Le mariage par procuration ne sera autorisé que si les autorités compétentes ont la preuve que chaque partie intéressée a, devant une autorité compétente et dans les formes que peut prescrire la loi, donné librement son plein consentement en présence de témoins et ne l'a pas retiré.

## **Principe II**

Les États Membres prendront les mesures législatives nécessaires pour spécifier un âge minimum pour le mariage, lequel ne pourra en aucun cas être inférieur à quinze ans ; ne pourront contracter légalement mariage les personnes qui n'auront pas atteint cet âge, à moins d'une dispense d'âge accordée par l'autorité compétente pour des motifs graves et dans l'intérêt des futurs époux.

## **Principe III**

Tous les mariages devront être inscrits par l'autorité compétente sur un registre officiel.

2. Recommande à chacun des États Membres de soumettre la Recommandation sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages contenue dans la présente résolution aux autorités compétentes pour la transformer en loi ou pour prendre des mesures d'un autre ordre, dès qu'il sera possible, et, autant que faire se pourra, dix-huit mois au plus tard après l'adoption de ladite recommandation.

3. Recommande aux États Membres d'informer le Secrétaire général, aussitôt que possible après que les dispositions prévues au paragraphe 2 ci-dessus auront été prises, des mesures adoptées en vertu de la présente recommandation pour soumettre cette dernière à l'autorité ou aux autorités compétentes, en lui communiquant tous renseignements sur l'autorité ou les autorités considérées comme compétentes.

4. Recommande en outre aux États Membres de faire rapport au Secrétaire général à la fin d'une période de trois ans, et ensuite tous les cinq ans, sur leur législation et leur pratique concernant la question qui fait l'objet de la présente recommandation, en précisant dans quelle mesure on a donné suite ou on se propose de donner suite aux dispositions de la recommandation et en indiquant les modifications qui semblent ou pourront sembler nécessaires pour en adapter ou en appliquer les dispositions.

5. Prie le Secrétaire général de préparer, à l'intention de la Commission de la condition de la femme, un document contenant les rapports reçus des gouvernements concernant les méthodes propres à mettre en œuvre les trois principes fondamentaux de la présente recommandation.

6. Invite la Commission de la condition de la femme à examiner les rapports reçus des États Membres en exécution de la présente Recommandation et à faire rapport sur cette question au Conseil économique et social en formulant les recommandations qu'elle pourra juger nécessaires.

# RESOLUTION 69/156 DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES SUR L'ELIMINATION DES MARIAGES DES ENFANTS, DES MARIAGES PRECOCES ET DES MARIAGES FORCES

**Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 18 décembre 2014**  
[sur la base du rapport de la Troisième Commission (A/69/484)]

69/156. Mariages d'enfants, mariages précoces et mariages forcés

L'Assemblée générale,

*Réaffirmant* sa résolution 68/148 du 18 décembre 2013 sur les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés,

*Rappelant* ses résolutions 66/140 du 19 décembre 2011 et 68/146 du 18 décembre 2013 sur les filles et sa résolution 67/144 du 20 décembre 2012 sur l'intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes, ainsi que la résolution 24/23 du Conseil des droits de l'homme, en date du 27 septembre 2013, intitulée « Renforcement des mesures visant à prévenir et éliminer les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés : défis, réalisations, bonnes pratiques et problèmes de mise en œuvre »<sup>1</sup>, et toutes les autres résolutions antérieures relatives aux mariages d'enfants, aux mariages précoces et aux mariages forcés,

*Guidée* par la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>2</sup>, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels<sup>3</sup> et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>3</sup>, ainsi que par les autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant<sup>4</sup> et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes<sup>5</sup>, et les Protocoles facultatifs qui s'y rapportent<sup>6</sup>,

*Réaffirmant* la Déclaration et le Programme d'action de Vienne<sup>7</sup>, ainsi que le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement<sup>8</sup>, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing<sup>9</sup> et les textes issus de leurs conférences d'examen,

*Rappelant* les conclusions concertées adoptées par la Commission de la condition de la femme à ses cinquante-septième<sup>10</sup> et cinquante-huitième<sup>11</sup> sessions,

---

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-huitième session, Supplément n° 53A (A/68/53/Add.1)*, chap. III.

<sup>2</sup> Résolution 217 A (III).

<sup>3</sup> Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

<sup>4</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1577, n° 27531.

<sup>5</sup> Ibid., vol. 1249, n° 20378.

<sup>6</sup> Ibid., vol. 2171 et 2173, n° 27531, et résolution 66/138, annexe ; et Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2131, n° 20378.

<sup>7</sup> [A/CONF.157/24](#) (Part I), chap. III.

<sup>8</sup> *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.

<sup>9</sup> *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

<sup>10</sup> *Documents officiels du Conseil économique et social, 2013, Supplément n° 7 (E/2013/27)*, chap. I, sect. A.

*Prenant note avec intérêt* du rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme du 2 avril 2014 sur la prévention et l'élimination des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés<sup>12</sup> et du résumé du 18 juillet 2014 de la réunion-débat du Haut-Commissariat consacrée à la prévention et à l'élimination des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés<sup>13</sup>, et prenant note du compte rendu de la réunion-débat qu'elle-même a tenue le 5 septembre 2014,

*Considérant* que les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés sont des pratiques néfastes qui violent les droits de la personne, y portent atteinte et font échec à leur réalisation, sont liées à d'autres pratiques néfastes et violations des droits de l'homme qu'elles perpétuent, et ont des répercussions particulièrement préjudiciables sur les femmes et les filles, et soulignant les obligations qui incombent aux États en matière de droits de l'homme et les engagements qu'ils ont pris de promouvoir et de protéger les droits et les libertés fondamentales des femmes et des filles, et de prévenir et d'éliminer la pratique des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés,

*Profondément préoccupée* par la persistance des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés dans le monde entier, notamment par le fait que près de 15 millions de filles sont mariées chaque année avant l'âge de 18 ans et que plus de 700 millions de femmes et de filles actuellement en vie ont été mariées avant leur dix-huitième anniversaire,

*Notant avec préoccupation* que la persistance des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés a eu des incidences négatives sur la réalisation des objectifs 1 à 6 des objectifs du Millénaire pour le développement, et la concrétisation de leur vocation première, notamment dans les domaines de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles, de la réduction de la pauvreté, de l'éducation, de la mortalité maternelle et post-infantile, et de la santé, y compris la santé sexuelle et procréative, et constatant que les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés continuent d'entraver le développement durable, la croissance économique pour tous et la cohésion sociale,

*Notant également avec préoccupation* que la pauvreté et l'insécurité sont au nombre des causes profondes des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés, et que ces pratiques continuent d'être courantes dans les zones rurales et parmi les populations les plus pauvres, et considérant que l'atténuation immédiate et l'élimination à terme de l'extrême pauvreté doivent demeurer l'une des principales priorités de la communauté internationale,

*Considérant* que les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés constituent en eux-mêmes un obstacle au développement et contribuent à perpétuer la pauvreté, et que ce risque est encore accru dans les situations de conflit et de crise humanitaire,

*Considérant également* que les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés sont intrinsèquement liés aux inégalités entre les sexes et aux normes et stéréotypes sexistes qui sont profondément enracinés, ainsi qu'aux pratiques, représentations et coutumes néfastes qui font obstacle à la pleine jouissance des droits de l'homme, et que leur persistance fait courir aux enfants, en particulier aux filles, le risque d'être

---

<sup>11</sup> Ibid., 2014, Supplément n° 7 (E/2014/27), chap. I, sect. A.

<sup>12</sup> [A/HRC/26/22](#).

<sup>13</sup> [A/HRC/27/34](#).

exposés à diverses formes de discrimination et de violence ou d'en être la cible tout au long de leur vie,

*Considérant en outre* que les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés empêchent les femmes et les filles d'être autonomes et de prendre des décisions touchant à tous les aspects de leur vie, qu'ils continuent de faire obstacle à l'amélioration de leur condition sur les plans éducatif, économique et social dans toutes les régions du monde, et que l'autonomisation des femmes et des filles et les investissements en leur faveur sont essentiels à la croissance économique, notamment à l'élimination de la pauvreté, ainsi qu'à une véritable participation des filles à toutes les décisions qui les concernent,

*Constatant avec préoccupation* que les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés touchent tout particulièrement les filles ayant peu d'instruction, voire aucune, et que ces pratiques constituent en elles-mêmes un obstacle de taille aux possibilités d'éducation pour les filles et les jeunes femmes, en particulier pour celles qui sont contraintes de quitter l'école en raison de leur mariage ou de la naissance d'un enfant, et sachant que les possibilités d'éducation sont directement liées à l'autonomisation et à l'emploi des femmes et des filles et aux débouchés économiques qui leur sont offerts, ainsi qu'à leur participation active au développement économique, social et culturel, à la gouvernance et à la prise de décisions,

*Considérant* que les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés font peser une grave menace sur de multiples aspects de la santé physique et mentale des femmes et des filles, y compris mais pas uniquement leur santé sexuelle et procréative, en augmentant sensiblement le risque de grossesses précoces, fréquentes et non désirées, de mortalité et de morbidité maternelles et néonatales, de fistule obstétrique et d'infections transmises sexuellement, dont le VIH/sida, et en les exposant davantage à toutes les formes de violences, et que toutes les filles et les femmes qui subissent ou risquent de subir ces pratiques doivent avoir accès sur un pied d'égalité à des services de qualité en matière d'éducation, de conseil et de logement et à d'autres services sociaux, ainsi qu'aux services de santé psychologique, sexuelle et procréative et aux soins médicaux,

1. *Exhorte* tous les États à adopter, à appliquer et à faire respecter des lois et des politiques visant à prévenir les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés et à y mettre un terme, et à protéger ceux qui y sont exposés, et à veiller à ce que les mariages ne puissent être contractés qu'avec le consentement libre, plein et éclairé des futurs époux ;

2. *Demande* aux États d'élaborer et de mettre en œuvre, avec la participation des parties prenantes concernées, y compris les filles, les dignitaires religieux et les responsables locaux, la société civile, les associations de femmes et les groupes de défense des droits de la personne, les hommes et les garçons, et les organisations de jeunes, des mesures et des stratégies intégrées, globales et coordonnées en vue d'éliminer les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés et d'offrir une aide aux filles, aux adolescentes et aux femmes déjà mariées, notamment grâce au renforcement des systèmes de protection de l'enfance, à des mécanismes de protection tels que des centres d'accueil sûrs, en facilitant l'accès à la justice et en échangeant les pratiques optimales ;

3. *Demande* aux États et à la communauté internationale d'instaurer un environnement dans lequel le bien-être des femmes et des filles est garanti, entre autres en concourant aux efforts faits pour éliminer l'extrême pauvreté, en les appuyant et en y participant, et réaffirme



qu'investir en faveur des femmes et des filles et protéger leurs droits sont, entre autres, les meilleurs moyens de mettre fin à la pratique des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés ;

4. *Demande* aux États de promouvoir et de protéger le droit des femmes et des filles à l'éducation en mettant davantage l'accent sur une éducation de qualité, notamment des programmes de rattrapage scolaire et d'alphabétisation pour celles qui n'ont pas suivi un enseignement de type classique, tout en ayant conscience que l'éducation est l'un des meilleurs moyens de prévenir les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés et de mettre fin à ces pratiques et d'aider les femmes et les filles mariées à faire en meilleure connaissance de cause des choix concernant leur vie ;

5. *Exhorte* les gouvernements à promouvoir et à protéger les droits fondamentaux de toutes les femmes, notamment leur droit de disposer de leur sexualité et de décider librement et de manière responsable de ce qui s'y rapporte, en particulier leur santé sexuelle et procréative, sans subir de contrainte, de discrimination ou de violence, ainsi qu'à adopter et à mettre en œuvre plus rapidement des lois, politiques et programmes qui protègent tous les droits de la personne et toutes les libertés fondamentales et permettent de les exercer, notamment les droits en matière de procréation, conformément au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement<sup>8</sup>, au Programme d'action de Beijing<sup>14</sup> et aux textes issus de leurs conférences d'examen ;

6. *Encourage* les entités et organismes des Nations Unies concernés à poursuivre leur collaboration avec les États Membres et à les aider à formuler et à exécuter des stratégies et politiques d'envergure nationale, régionale et internationale en vue de prévenir et d'éliminer les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés, et à offrir une aide aux filles, aux adolescentes et aux femmes déjà mariées ;

7. *Rappelle* l'inclusion d'une cible relative à l'élimination de toutes les pratiques préjudiciables, telles que les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés, dans le document final de son Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable<sup>15</sup>, considère que les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés sont un obstacle au développement et empêchent les femmes et les filles d'exercer pleinement leurs droits fondamentaux, et considère également qu'il est nécessaire d'examiner comme il convient la possibilité d'inclure cette cible dans le programme de développement pour l'après-2015 afin de faire progresser l'élimination de ces pratiques ;

8. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, avant la fin de sa soixante-dixième session, un rapport d'ensemble sur les progrès accomplis dans le monde en matière d'élimination des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés depuis la publication du rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme du 2 avril 2014<sup>12</sup>, qui mette en particulier l'accent sur les pays les plus touchés, les bonnes pratiques à intégrer dans les programmes visant à mettre fin à cette pratique et à venir en aide aux femmes et aux filles déjà mariées, les carences dans la recherche et les difficultés de mise en œuvre, ainsi que les réformes juridiques et les grandes orientations se rapportant à la question, en s'appuyant sur les informations fournies par les États Membres, les

---

<sup>14</sup> *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publications des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexe II.

<sup>15</sup> Voir [A/68/970](#) et Corr.1.

organes, organismes, fonds et programmes des Nations Unies, la société civile et les autres parties prenantes concernées ;

9. *Décide* de poursuivre l'examen de la question des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés à sa soixante et onzième session au titre de la question intitulée « Promotion et protection des droits de l'enfant », en tenant compte des multiples aspects du problème et de son caractère mondial.

*73<sup>e</sup> séance plénière  
18 décembre 2014*